



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

UN HAÏTIEN PENDU EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE



Voir page 4

Le mercredi 11 février dernier, des résidents de Santiago, ont fait une macabre découverte dans le parc Ercilia Pepínun, un jeune garçon d'origine haïtienne, Jean Claude Jean Harry, âgé de 23 ans, connu sous le nom de « Tulile » pieds et poings liés était pendu à un arbre.



Minis Himmler
Rebu jwenn sa l t
ap chache a!

Page 6

English
Page 9



Les étudiants
exigent la baisse
des prix des
produits pétroliers

Page 7

CARNAVAL 2015: INCIDENT TRAGIQUE OU NÉGLIGENCE CRIMINELLE?



Voir page 4

La fin prématurée des festivités carnavalesques de 2015 est survenue aux environs de 2 heures du matin, ce mardi 17 février, lorsqu'un tragique incident s'est produit à la rue Capois sur le char de Barikad Crew.



Prostitution :
esclavage légal au
XXIème Siècle ?

Page 11



Aux États-Unis,
la vie des musulmans
ne compte pas !

Page 17

Le droit des Etats-Unis ou celui des peuples?

Par Berthony Dupont

Quelle démarche machiavélique ! Celle d'une politique à sens unique, certainement de deux poids deux mesures cherchant par une porte à déstabiliser ou à renverser des régimes progressistes portés à se débarrasser de l'emprise néocoloniale; tout en essayant par l'autre porte à soutenir des mercenaires, des bandits de grand chemin, des kidnappeurs et des trafiquants de toutes sortes. C'est là une façon bien occidentale de pratiquer la démocratie colonisatrice que prônent les puissances impérialistes.

C'est une évidence élémentaire. Tout ce qui est bon pour les peuples du monde entre en conflit avec le bon vouloir des Etats-Unis alors qu'ils soutiennent tout ce qui empêche l'humanité d'évoluer, d'avancer et de se développer. Ainsi, l'intérêt de la politique extérieure des Etats-Unis est d'empêcher la libération totale, véritable et définitive des peuples opprimés en se prononçant ouvertement contre leur droit à l'autodétermination et au libre développement. Pourtant, ils soutiennent largement les régimes tyranniques, rétrogrades. Ils sont allés jusqu'à refuser à certains pays le droit d'opter librement pour le système politique, économique et le genre de vie de leur choix selon leurs mœurs, leur histoire et leurs principes culturels.

Et c'est ainsi qu'en toute connaissance de cause le président Nicolas Maduro dans un discours d'une grande fermeté patriotique et révolutionnaire a dénoncé la semaine dernière l'impérialisme international, particulièrement les Etats-Unis qui ont monté, organisé et financé une énième opération de coup d'Etat contre le peuple vénézuélien et son dirigeant du fait que ce dernier refuse, tout comme son prédécesseur Hugo Chavez, d'accepter les diktats américains qui veulent faire des gouvernants du pays des bourreaux du peuple vénézuélien et des autres pays frères de l'Amérique et des Caraïbes.

Incroyable mais vrai ! Dès qu'un pays se dispose à garder son indépendance, sa dignité en préservant la fierté de son peuple, il est vite classé dans la catégorie de pays à abattre. Dans le cas du Venezuela, les Etats-Unis savent bien choisir leur cible. Pourtant, a-t-on jamais vu une telle conspiration contre l'actuel pouvoir en Haïti qui n'a rien fait d'autre que de conduire le pays à la débâcle et le peuple à la misère dans d'indicibles souffrances ? Depuis la consommation des deux derniers coups d'Etat (1991 et 2004), la politique suivie en Haïti est celle de l'exclusion des masses populaires de la scène politique et le renforcement de la dépendance du pays, sous le parapluie d'une occupation qui n'en finit pas.

D'où vient-il que les Etats-Unis veuillent bien défendre Martelly allant jusqu'à même déclarer qu'il doit coûte que coûte finir son mandat, alors qu'ils complotent pour déstabiliser le président du Venezuela, Nicolas Maduro, lui qui n'a pas été imposé, mais légalement élu par son peuple? A cette question, le président Obama, faisant preuve d'une audace à nulle autre pareille, d'une arrogance éhontée, au cours d'une interview à Vox, la veille de la tentative du putsch, a eu à répondre: « On est bien

obligé de tordre le bras des pays qui ne font pas ce que nous voulons.» Dans ces conditions, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une volonté très nette d'instaurer la peur au sein des pays en lutte contre l'hégémonie américaine.

A la différence du Venezuela où l'opposition est soutenue par les puissances impérialistes, en Haïti, l'actuelle opposition même quand elle n'est pas soutenue par les Etats-Unis reste quand même à leur traîne. Il y a eu tant de graves dérives au cours de la présidence de Martelly passibles de sa destitution ; mais la classe politique haïtienne pourrie dans toutes ses composantes et inféodée aux puissances tutrices ne s'est nullement mobilisée pour y parvenir. Alors que le pays est sous occupation, il n'y a même pas, au sein de cette classe politique, un embryon de mouvement nationaliste, militant activement pour sa désoccupation. Tout ce beau monde de «politicaillers» se sentent confortables au point que les agissements osés, voire désinvoltes de l'ambassadrice américaine ne les dérangent guère. Au contraire, si d'aventure il plaît à madame de les convoquer, prestement ils acceptent de la rencontrer, se mettent en rang comme des écoliers, se bousculant même au portillon. Sauf, certaines organisations populaires qui se tiennent droits dans leurs sandales de dignité.

Le dossier de corruption auquel fait face le sénateur Félix Bautista en République Dominicaine est une preuve de la désinvolture de la classe politicienne. Il a été présenté à la télé, preuves à l'appui, les évidences de pots de vin reçus de ce sénateur par Michel Martelly, alors qu'il était en campagne puis au cours de sa présidence. Il n'y a eu aucune instance, en Haïti, à s'être penchée sur ce dossier puisque tout le monde est logé à la même enseigne. C'est simplement révoltant.

Si nous voulons du respect, il nous faut commencer par nous le procurer. Comment le citoyen dominicain pourrait-il jamais respecter notre chef d'Etat? Il le perçoit comme un saltimbanque sans prestige qui s'est même présenté sur scène, dans son pays, pour le divertir.

Face à une telle déchéance, Haïti Liberté ne se résignera jamais au silence ou à faire semblant de ne pas comprendre, encore moins taire la moindre vérité. Que les protecteurs de Martelly, les ennemis du peuple le sachent ! Nous soutenons tous les peuples en lutte contre l'ennemi international. Nous continuerons à exprimer inlassablement les luttes et les espoirs de tous ceux qui se battent pour trouver des voies progressistes et révolutionnaires devant changer l'ordre des choses et démasquer les régimes corrompus et impopulaires, alliés des puissances impérialistes. Que la lutte des peuples vénézuélien et haïtien continue contre l'impérialisme mondial !

Nous soutenons l'immense mobilisation qui demande le départ des forces occupantes et celui du régime de laquais mis en place par les Clinton. Certes, ils ne manquent pas de moyens pour retarder l'échéance du départ de ce régime qui symbolise tous les maux, toutes les souffrances des masses haïtiennes, mais il est inéluctable que rien ne va arrêter le cours de l'histoire, car il n'est nulle part dit que le droit hégémonique des Etats-Unis doive primer sur le droit et les aspirations des peuples.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Daniel Tercier
Oxygène David

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computerusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haïti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : ____ / ____ / ____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$100 pour un an
 \$50 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Gonaïves : des employés de la mairie dénoncent la corruption au sein de l'administration communale

Par Dieulivens JULES



La mairie des Gonaïves Photo Dieulivens JULES

Le personnel de différents services de l'Hôtel de ville a organisé un mouvement de protestation à l'intérieur de la mairie en signe de désaccord avec la commission communale des Gonaïves, le lundi 9 février 2015. Les employés grévistes ont cadenassé les portes principales

de la mairie et ils ont érigé des barricades de pneus enflammés, selon ce qu'on a pu constater.

Les employés réclament entre autres, le paiement de huit (8) mois d'arriérés de salaire et la démission inconditionnelle de l'administration com-

munale qui gangrène l'institution. "Ce cartel a causé beaucoup de torts à la commune", a lâché l'un des grévistes. Nous ne voulons plus les voir à la tête de la mairie", a poursuivi l'employé.

Suite à la page (8)

Haiti, chronique d'une crise électorale (40)

Le CEP sort de son silence !

Par Catherine Charlemagne

Trois semaines après son installation, le Conseil Electoral Provisoire (CEP) semblait faire du surplace. Pourtant, tout le monde reconnaît qu'il y avait urgence à lancer de ce côté un signal fort afin de rassurer la société. La situation politique et sociale du pays est on ne peut plus critique. L'arrivée de Evans Paul (K-Plim) à la tête d'un gouvernement dit de consensus n'a pas pour le moment calmé l'ardeur des opposants au Président Michel Martelly. Surtout, KP lui-même a du mal à trouver ses marques. Depuis son installation à la Primature, il se contente de communiquer sur des banalités et des rencontres qui n'intéressent pas vraiment la population. Les manifestations politiques de MOPOD continuent. Sans parler des grèves à répétition des enseignants du secteur public, réclamant des années d'arriéré de salaire au Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, (MENFP).

Que dire enfin des grèves réussies organisées par les Centrales syndicales des transports en commun et des étudiants des différentes facultés de l'Université d'Etat d'Haiti, réclamant une baisse significative du prix de l'essence



Le CEP de Martelly-Paul, dans son avant projet de calendrier, prévoit un premier tour pour les législatives en juillet et le second tour le 25 octobre 2015 qui coïncide au premier tour de l'élection présidentielle

qui viennent compliquer davantage le retour à la paix sociale? Bref, début d'année difficile pour le pouvoir Tèt Kale. Dans cette situation de quasi chaos, plusieurs initiatives ont été lancées par l'Ambassade américaine à Port-au-Prince et la présidence de la République afin de voir plus clair ou de forcer le destin. Vu que toutes les tentatives politiques n'ont rien donné de concret, c'est du côté du Conseil Electoral Provisoire (CEP) que tout le monde se tourne. Il manquait, en effet, la voix du premier responsable, tout au moins l'exécutant : l'organisme électoral. Il était devenu donc insupportable le silence du CEP après plus de trois semaines en fonction.

Bien sûr, les neuf Conseillers ne restaient pas sans rien faire depuis ce vendredi 23 janvier 2015, date de leur installation à Pétiyon-Ville. Ils devaient prendre connaissance des dossiers, vérifier la conformité des décisions prises par leurs prédécesseurs, faire connaissance avec les différents Bureaux Electoraux départementaux (BED) et les multiples Bureaux Electoraux Communaux (BEC), etc. Mais le grand public n'en a cure. Il demande des résultats concrets. Des gestes pouvant le rassurer que le processus électoral est bel et bien lancé. Sur ce plan, le nouveau CEP semblait en panne d'idée ou bien pataugeait dans les méandres d'une institution dont chaque déclaration, chaque geste, chaque acte est épié, commenté et passé à la loupe par la population et l'ensemble des observateurs politiques nationaux et internationaux qui s'intéressent à Haiti. Le Président du CEP, Pierre-Louis Opont, sait qu'il est attendu au tournant.

Le moindre faux pas, le moindre écart de langage peut faire capoter la machine. Ce qu'on verra plus bas. Alors, il fallait trouver le ton juste.

Le bon moment pour lancer la machine, sachant que dès qu'elle est lancée, son arrêt signifierait la fin de cette mécanique que les acteurs ont eu toutes les peines du monde à articuler en un socle homogène. Ainsi après des fuites volontaires sur ce qui se passe au CEP, entre autres sur le « Cadre légal » qu'il doit présenter au Président de la République en guise de décret électoral afin que celui-ci convoque le peuple en ses comices, le Président du CEP avait invité les journalistes à une première conférence de presse le mardi 10 février 2015 à Pétiyon-Ville. L'institution électorale voulait à travers les médias informer la communauté nationale et internationale où elle en est avec un processus attendu par les uns, redouté par les autres et refusé par certains. Les dirigeants du Collège électoral, dans un exercice plus ou moins réussi au départ, ont donné quelques précisions très attendues par les leaders et les partis politiques sur le processus électoral et surtout le calendrier qu'ils comptaient présenter aux autorités gouvernementales et aux acteurs politiques pour validation. Déjà, fini le débat sur une seule élection. Lors de cette conférence de presse, le Président et le vice-Président du CEP ont indiqué qu'il y aura tout un cycle de scrutins allant du mois de juillet 2015 à janvier 2016.

Un délai qui paraît tout de même assez long pour certains ; ce qui, Suite à la page (15)

Gonaïves : la porte du marché communal reste encore fermée, 4 ans après son incendie !



Des marchands aux alentours du marché

Par Dieulivens JULES

Quelques mois après le feu dévastateur du marché communal des Gonaïves dans la nuit du 20 Mai 2011 dernier, les autorités municipales avaient annoncé les travaux de restauration de ce marché. Ces travaux qui devaient prendre fin au bout d'une période de 3 mois, selon le maire titulaire de l'époque (Saint - Justin Pierrelus), ne sont pas encore terminés à l'heure actuelle. Une situation qui soulève la colère des commerçantes dans les parages du marché.

Plusieurs marchands et marchandes élèvent la voix pour exiger la réouverture du marché communal des Gonaïves. Découragés, ces commerçants ne voulaient même pas répondre aux questions des journalistes. "Nous ne voulons pas parler en vain, parce que, à plusieurs reprises nous sommes intervenus vainement dans la presse" a lâché l'une d'entre elles.

Les autorités municipales ont déjà avancé plusieurs dates erronées pour inaugurer le marché ont-ils fait savoir. Nous ne voulons plus rester au bord de la rue à déclarer un vendeur de produits quinquillerie. Ces commerçants se disent exposés à toutes sortes de danger, là où ils installent leurs produits au bord la rue.

D'un autre côté, les commerçantes ont dénoncé les autorités municipales qui exigent d'elles des frais de 2000 gourdes pour accéder au marché. "Auparavant,

ils nous avaient exigé un montant de 1500 gourdes, que nous ne pouvions même pas payer facilement" a rapporté une marchande.

Par ailleurs, ils se sont montrés très critiques envers l'Etat haïtien, ces vendeurs pointant du doigt le président Michel Joseph Martelly qui n'a rien fait en terme d'assistance ou d'accompagnement après cet incident.

Selon une commerçante de carrière, le chef de l'Etat pouvait faire un geste symbolique aux victimes de ce drame. "Nous n'avons rien pu sauver. Presque tous les entrepôts de provisions alimentaires et d'autres produits ont été détruits. De plus, la majorité des commerçantes avaient fait des emprunts à la banque", a poursuivi la marchande.

Interrogé à ce sujet, l'un des agents intérimaires de la commune des Gonaïves, Marc Edouard Désir, a laissé croire que les travaux de réhabilitation du marché communal ont ralenti, suite au changement opéré au sein du gouvernement. "Avant le départ du premier ministre Laurent Lamothe, une équipe venant de la primature s'était rendue sur place pour donner les derniers versements qui représentent moins de 20% des travaux" a déclaré le maire adjoint.

Après avoir donné plusieurs dates qui n'ont pas été respectées pour la réouverture officielle du grand marché de la commune, M. Marc Edouard Désir ne veut plus annoncer une date pour inaugurer le marché.

Assassinat de paysans dans les départements de l'Artibonite et du Centre, 4 morts et un blessé grave

Par Jackson Rateau

Dans le cadre de la pratique de justice expéditive très répandue en milieu paysans en Haïti, le mois de Février s'annonce très sombre pour les départements de l'Artibonite et du Centre.

En effet, le dimanche 1er Février 2015 dernier, aux environs de 5 heures du matin, dans la localité de Ravine Acajou, 2e section communale Acajou Brulé, proche de Balthazar, Cerca La Source, à 44 kilomètres de la ville de Hinche, Haut Plateau Central, deux paysans répondant aux noms de Jordany Joseph et Rosemond Pierre ont été mutilés à coups de machette par une foule en colère. Ils auraient été à l'origine de la mort du nommé Osiel Joseph qui revenait d'un bal à l'aube.

Le juge de paix de la commune de Cerca La Source, Hérard Péralte, a fourni les détails de la tragédie : le matin du dimanche 1er Février 2015, Osiel Joseph, l'une des 3 personnes citées plus haut, revenait d'une bamboche. Il serait apparemment tombé en coma avant de passer subitement au trépas. Emportés par l'émotion et par la colère, les membres de la famille d'Osiel sont partis chez Jordany et Rosemond, les ont accusés

d'être les meurtriers d'Osiel pour l'avoir «poudré à coups de poudre magique», et les ont abattus à coups de machettes.

La police et la justice locales ont été impuissantes à pouvoir calmer la foule très exaspérée. Ordre par conséquent fut donné de mettre en terre les 3 cadavres.

D'autre part, dans l'après-midi du mercredi 4 Février 2015 dernier, dans la localité de Bocozel, 2e section communale de la commune de Saint Marc, bas Artibonite, Richemond Dorcéus, 63 ans, cultivateur, a été mutilé à coups de machette. La victime a été accusée d'être un malfaiteur, fabricant de «poudre magique mortelle». Elle a été donc décapitée à coups de machette par un groupe de paysans de la dite localité, alors qu'il se trouvait dans une petite chapelle catholique du bourg de Bocozel. Un des complices de Dorcéus, Alex Maillette, sorte de vendeur de poudre magique, lui aussi, a été gravement blessé à coups d'armes blanches. Un des membres de la famille de la victime, Christian Dorcéus, a rassuré que le constat du meurtre de son frère ayant été fait par les autorités judiciaires de Saint Marc, n'a qu'à attendre que justice soit rendue à sa famille.

UNISEX BEAUTY SALON
Haitian & Dominican Stylist
Men & Women

**Haircuts • Shaves • Eyebrows
• Wash & Set • Coloring**




**1391 Flatbush Avenue
(btwn Farragut & E 26)**

**347.965.3590
347.622.7247**

Carnaval 2015: Incident tragique ou négligence criminelle?

Par Marie Laurette Numa

La fin prématurée des festivités carnavalesques de 2015 est survenue aux environs de 2 heures du matin, ce mardi 17 février, lorsqu'un tragique incident s'est produit à la rue Capois sur le char Barikad Crew. Selon les informations, il semblerait qu'un câble électrique de haute tension, touché par un objet, a été à la base de cet incident. Ce drame a causé la mort de 16 personnes et 78 autres s'en sont sorties blessées, d'après un bilan partiel communiqué, au cours de la journée de mardi, par le responsable de secours du carnaval, Dr Claude Surena. Selon la même source, une (1) personne est morte et 45 autres blessées au cours du premier jour du carnaval, le dimanche 15 février. Au total, 17 personnes sont mortes et 123 autres blessées au cours de ces 2 jours.

Les victimes ont été transportées dans différents centres hospitaliers de la capitale, notamment l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH), l'Hôpital la Paix de Delmas 33, OFAT-MA, Bernard Mews, Médecins sans frontière. Cette catastrophe est due à une négligence grave et au manque de professionnalisme de la part des techniciens de l'administration Martelly ; vu que plusieurs câbles électriques de haute tension ont été placés au niveau de stands parallèlement opposés. On a pu constater l'endroit précis de cet événement dramatique qui a eu lieu entre le Stand du Cimetière de Port-au-Prince et le luxueux stand de la Présidence.

Le moment a été mal choisi pour le célèbre chanteur du Groupe Barikad Crew, Daniel Darius dont le nom d'artiste est "Fantom". Apparemment, il n'aurait pas vu les câbles avant que son micro ne les ait touchés, ce qui a déclenché cet incident dramatique. Il est grièvement blessé ; mais sa vie n'est pas en danger, selon les dernières informations. Il reçoit les soins que son cas nécessite à l'Hôpital Bernard Mews. D'autres musiciens et fans du groupe ont été également victimes.

A la suite de ce grave incident, le gouvernement de facto Martelly-Paul a été contraint d'annuler le troisième jour du carnaval et du même coup a annoncé 3 journées de deuil national qui commencent le mercredi 18 février



Le stand de Michel Martelly



Les câbles électriques de haute tension ont été placés au niveau de stands parallèlement opposés

et prendra fin le samedi 21, le jour des funérailles collectives des personnes décédées, lors de ce drame tragique dû à une négligence criminelle.

Pour organiser les festivités carnavalesques cette année, le gouvernement de facto a débouqué plus de 134 millions de gourdes du Trésor public à un moment où des enseignants font la grève durant des mois pour exiger leur dû, tandis que la population réclame une baisse substantielle des prix des produits pétroliers ; ce que le gouvernement de facto refuse de faire. Du reste, n'est-ce pas Martelly lui-même qui a déclaré que « nous n'allons pas réduire le prix de l'essence pour faire plaisir à l'opposition ». Et le sénateur racketteur de l'OPL Andris Riché de renchérir : « Le gouvernement ne doit pas céder aux pressions de la rue ».

Mais Martelly a préféré mettre des sommes faramineuses à la disposition des festivités pour combattre l'opposition et pour être capable de faire du racket au lieu de s'assurer de la sécurité de la population.

Cet incident extrêmement malheureux a produit chocs et mécontentements dans les familles haïtiennes, surtout celles qui cherchent des proches dans les centres hospitaliers. Les parents des victimes critiquent sévèrement le gouvernement de facto Sweet-Micky/ K-Plim Kwòkmò qui utilise le carnaval pour faire de la politique et un moyen pour justifier des fonds détournés au lieu de penser à préserver la vie des gens. Comment se fait-il qu'un comité de supervision n'ait pas été institué pour vérifier les moindres détails techniques ou autres



Une victime recevant des soins



En lieu et place du troisième jour, le gouvernement a organisé un défilé en blanc aux Champ-de-Mars en mémoire des victimes et Martelly en a profité pour déposer des gerbes de fleurs à l'endroit où a eu lieu le drame

sur le parcours du carnaval ? Pourquoi les chars sont-ils si élevés au point de toucher des câbles électriques ? Quel rôle jouent les responsables de l'Electricité d'Haïti dans la supervision du parcours du carnaval ? Le gouvernement de facto n'est-il pas responsable de la mort de 16 personnes et du sort d'autres victimes de cet incident ? S'il est responsable, il doit rendre compte par devant la justice, parce qu'il avait appelé aussi la population à participer à ces festivités par des spots publicitaires diffusés à la radio et à la télévision ? Pourquoi des carnivals tard la nuit quand autrefois le défilé se faisait à partir de 2h PM pour prendre fin le soir quelques heures avant minuit.

Autant de questions qu'on devrait poser aux dirigeants placés

frauduleusement aujourd'hui à la tête du pays. Ils sont tous à la recherche de profit personnel plutôt que de penser à garantir la vie de la population. Celle-ci doit prendre acte et continuer d'exiger le départ sans condition de ces dirigeants de facto qu'on a imposés à la terre de la liberté et à un peuple qui lutte pour l'instauration de la démocratie populaire et de la justice sociale.

Mais, n'est-ce pas une preuve de plus que le pays n'a pas de gouvernement ! Pour cacher leur péché et amadouer les naïfs en lieu et place du troisième jour, le gouvernement a organisé un défilé en blanc aux Champ-de-Mars en mémoire des victimes et Martelly en a profité pour déposer des gerbes de fleurs à l'endroit où a eu lieu le drame. Ah ! L'hypocrisie sous son angle le plus cruel.

Un Haïtien pendu en République Dominicaine

Au lever du jour, le mercredi 11 février dernier, des résidents de Santiago, ont fait une macabre découverte dans le parc Ercilia Pepin, situé sur la rue Sabana Larga, à environ 50 mètres de l'Hôpital régional Universitaire José María Cabral y Báez en République Dominicaine, où un jeune garçon d'origine haïtienne, pieds et poings liés était pendu à un arbre. Le corps de la victime, a été décroché par les autorités compétentes et envoyé à l'Institut national de médecine légale (INACIF), pour fins d'autopsie. Le Colonel Damián Arias Matos, Porte-parole de la police, a déclaré que les membres du Département des Homicides, avec le représentant du Ministère public avaient ouvert une enquête

Relativement à cette affaire, deux dominicains ont été interrogés ainsi que trois autres personnes d'origine haïtienne, habituées à fréquenter cette zone. La police a déclaré que ces interrogatoires visaient à recueillir des informations pouvant conduire à l'arrestation de l'auteur ou des auteurs de ce crime ; mais que cela ne signifiait pas que les personnes interrogées, avaient un lien quelconque avec la victime.

Jean Claude Jean Harry, la victime âgée d'environ 23 ans, était connu sous le nom de « Tulile », selon l'identification faite pas ses compatriotes. Il travaillait comme cireur de chaussures près de l'hôpital « Cabral y Báez » et faisait également des courses pour des prêteurs pour aller chercher de l'argent.

D'autant plus, qu'un autre événement survenu cette semaine pourrait lais-



Jean Claude Jean Harry, la victime âgée d'environ 23 ans, était connu sous le nom de « Tulile », selon l'identification faite pas ses compatriotes

ser supposer l'hypothèse d'un crime raciste (hypothèse non évoquée par la Police dominicaine). Rappelons que ce même jour, les résidents de la communauté du secteur de Los Ciruelitos (Santiago) ont brûlé le drapeau de la République d'Haïti, dans ce qu'ils disaient être un geste de rébellion contre le laisser-faire du Gouvernement dominicain « face à l'invasion d'immigrants d'Haïtiens sans papiers » et ils ont lancé : « Les Haïtiens dehors, s'ils veulent la guerre, nous sommes prêts à la faire. »

Notez qu'à Santiago, à Santo-Domingo et d'autres villes de la République Dominicaine, il existe des Comités ou des groupes anti-Haïtiens, qui s'opposent à des tentatives d'un présumé complot visant à fusionner les deux Nations de

l'île. Ils se présentent comme des patriotes, ardents défenseurs de la Nation dominicaine.

Le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR), dit apprendre avec consternation cet assassinat de trop. Selon Marino Zopete, un journaliste dominicain très influent, ce crime est un message clair et le fruit de la campagne anti-haïtienne menée par des secteurs bien connus. « Ni le gouvernement dominicain, ni la police ne nous feront avaler cette salade », dénonce-t-il. Cette ignominie a été commise dans un contexte où les autorités haïtiennes et dominicaines tentent de régulariser les immigrants haïtiens en République Dominicaine à travers leur programme PIDIH/PNRE.

La pendaison de ce jeune homme



d'origine haïtienne vient allonger la liste de ressortissants haïtiens, victimes de la barbarie de manière répétée en République Dominicaine.

Parmi les cas de violence les plus récents enregistrés contre les Haïtiens en territoire voisin, on peut citer ledit cambriolage de la résidence de l'ambassadeur d'Haïti ou encore le piétinement suivi de la mise en feu du drapeau haïtien par un groupe de civils dominicains qui se disent contre la présence d'immigrants haïtiens dans leur pays. Cet assassinat de trop s'ajoute aussi à l'humiliation constante et à la déportation massive dont est l'objet des migrants haïtiens en République Dominicaine, notamment depuis le fameux arrêt TC 168-13.

Le Collectif du 4 décembre, dans

une note de presse datée du samedi 14 février 2015 et signée par son coordinateur général, Jean-Robert Argant, s'insurge contre "l'ignominie de l'acte barbare commis contre un paisible citoyen haïtien vivant en République Dominicaine et l'incendie du drapeau haïtien". En voici donc la teneur.

LE COLLECTIF DU 4 DECEMBRE 2013, membre de la Société civile haïtienne se révolte devant l'ignominie de l'acte barbare commis contre un paisible citoyen haïtien vivant en République Dominicaine et l'incendie du drapeau haïtien. En effet, la torture et la pendaison de ce citoyen dans un parc public de Santiago, suivies de la souillure de notre drapeau devraient interpeller toute

Suite à la page (8)

Notre pays que voici

Par Fanfan la Tulipe

«Ô mon pays, si triste est la saison
Qu'il est venu le temps de se parler par
signes»

Anthony Phelps

Je commence par remercier Anthony Phelps, auteur du bien connu recueil de poèmes «Mon pays que voici»... qui a inspiré le titre de mon texte de cette semaine, titre du recueil homonyme du poète. On sait que pendant la dictature duvalériste, l'époque franciscaine en particulier, «Mon pays que voici» a été un baume à la souffrance et à la désespérante attente d'un peuple meurtri par la tyrannie d'un cruel mégalomane. Certes, notre pays a connu les affres de la colonisation ainsi que l'humiliation de la première occupation de 1915. Mais jamais Phelps n'aurait pu imaginer cette honte colossale qui endeuille la nation depuis que Washington nous a imposé en 2010-2011 cet animal servile, ce loustic obscène nommé Michel Joseph Martelly.

Depuis l'occupation de 1915, le choix du président de la république d'Haïti a toujours été l'affaire de l'ambassade américaine, Aristide excepté. Toutefois, ils y mettaient de la discrétion, les combines se faisaient en coulisse à travers l'armée qui s'assurait de l'«honnêteté» des élections conduites soit au suffrage indirect soit au suffrage universel. Mais aux dernières joutes électorales de 2010, c'est à visière levée que «le Blanc» s'est immiscé dans nos affaires.

En effet, les résultats préliminaires du premier tour des élections du 28 novembre 2010 proclamés dans la soirée du 8 décembre 2010 donnaient à Mme Manigat près de 32% des suffrages exprimés, suivie de Jude Célestin avec un peu plus de 22% et de Michel Martelly avec un peu plus de 21%. De façon inattendue mais pas du tout surprenante, ces résultats préliminaires étaient immédiatement contestés par l'Ambassade américaine dans un communiqué émis à peine quelques minutes après leur proclamation. L'OEA allait s'en mêler, procédait à un recompte des voix, et préconisait l'élimination de Célestin dont certains proches voyaient d'ailleurs leur visa révoqué par le Département d'État.

Quarante-huit heures avant la proclamation des résultats définitifs du premier tour des élections de novembre 2010, la secrétaire d'Etat américaine arrivait à Port-au-Prince sans crier gare. Elle s'empressait d'approuver les recommandations de l'OEA, rencontrait les trois candidats Martelly, Manigat et



Roro Nelson à l'arrière-garde de son patron : «il peut vous étouffer si on le contrarie», a dit Michel Martelly.



En public, devant une foule assez importante et en direct à la télévision, le député de Ouanaminthe Luckner Noël à genoux devant Michel Martelly, amusé par l'ignominieux spectacle.

Célestin. A-t-elle rencontré le président du CEP accusé de toutes sortes de malversations financières durant les dites élections ? Il a toutefois été rapporté que des corruptus du CEP ont permis aux ambassades de tout contrôler via les opérations informatiques à la SONAPI. On se souvient d'ailleurs de l'irruption des ambassadeurs au CEP dans la pagaille du premier tour et du deuxième tour entre décembre 2010 et février 2011, ce qui finalement a abouti à «l'élection honnête, crédible» de Martelly. C'est ainsi que les choses se passent dans notre pays que voici.

Enfin, le président «élu» prête serment dans l'obscurité, à cause d'une panne d'électricité. Sa politique s'appuie sur le bluff, le mensonge et la corruption. Des affiches géantes proclament que le président travaille pour la nation, alors qu'il n'en est rien. Il ne fait que «gargoter» l'argent de Petro Caribe dans mille activités non rentables pour le pays et dans mille voyages improductifs. L'ex-Premier ministre Laurent «Gagot» n'a cessé de clamer que le pays est ouvert aux affaires alors que les conditions minima qui devraient attirer les investisseurs potentiels n'existent pas. La population qui n'est pas dupe sait à quoi s'en tenir car c'est ainsi que les choses se passent dans notre pays que voici.

Deux jeunes avocats du Barreau de Port-au-Prince, Mes Newton St-Juste et André Michel avaient décidé d'intenter une action en justice contre la Première Dame de la République, Gwo Soso, et son fils aîné pour usurpation de titres et détournement de fonds publics. La «première magistrate» de la nation et son «magistronton» de fiston étaient en effet accusés de gérer des fonds du Trésor pour financer des programmes sociaux alors qu'ils n'ont ni titre ni qualité. Ni le président, ni madame, ni *pitit* ne s'en sont sentis offusqués et n'ont nullement poursuivi ces deux avocats «pòv» pour diffamation. Le Parquet près le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince géré par un petit *souflantyou* du pouvoir avait d'ailleurs décidé de classer l'affaire sans suite, car selon son opinion souflantyou, il n'y avait aucune opportunité de poursuites dans notre pays que voici.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Micky, les malfrats kidnappeurs avaient repris du service. Certains disent même que le kidnapping s'était accru. A Port-au-Prince, l'enlèvement de deux



Hillary Clinton venue assurer la victoire de son poulain Micky lors des élections présidentielles de 2010.

membres de la famille du riche homme d'affaires Robert Moscosso allait expliquer cette recrudescence d'actes «malfrateux». En effet, une semaine après la malfratude moscosso, on annonçait le démantèlement d'un puissant et sinistre réseau de criminels, dirigé par l'homme d'affaires Clifford Brandt avec comme *asòs* des proches du chef de l'État dont son fils aîné, numéro 6 de la bande malfrate.

Malgré un rapport détaillé des crimes multiples de la confrérie kidnappante, rapport dressé par le RNDDH, les scélérats appréhendés n'ont pas encore été jugés pour leurs forfaits. Même, environ trois cents d'entre eux «ont été évadés» l'année dernière, dont des narcotrafiants colombiens. On ne sait s'ils sont encore en cavale ou s'ils ont déjà regagné leur Colombie natale. Le président Micky devrait savoir... Les langues *dyòalèlèz* disent volontiers que Clifford sort de prison, la nuit tombante. Il dîne dans des restaurants chics, visite ses proches et profite de ses sorties pour se «dégager» puisque nul homme ne peut supporter de rester «inactif» quand son taux de testostérone lui demande de rendre des comptes. Le «jour montant», il dégage et regagne sa cellule. C'est là le charme secret de la vie carcérale dans notre pays que voici.

Ceux-là qui sont au service du pouvoir sont à l'image des dévergondages moraux du chef. En 2013 éclate un *manman* scandale suite à une plainte grave portée contre Me. Josué Pierre-Louis, Président d'un CEP contesté, un des représentants du Pouvoir Exécutif. Plainte pour viol présumé sur la personne de son assistante, Mlle Marie Danielle Bernardin. Deux des principales organisations de promotion et de défense des Droits Humains dans le pays, le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) et la Solidarité Fanm Ayisyen (SOFA) dénoncèrent l'esclandre sexuelle, mais rien n'y fit.

Pour endiguer le scandale et récompenser l'animal pour son forfait, le chef l'a nommé envoyé extraordinaire et plénipotentiaire d'Haïti auprès de l'Union européenne (UE) et auprès du royaume de Belgique, auprès du royaume des Pays-Bas, auprès du grand-duché de Luxembourg. Quatre salaires *youn sou lòt*. Ainsi récompense-t-on les «esclandreux» dans notre pays que voici. Je peux vous parier mon testicule gauche que d'ici deux années, après s'être «esclandré» à explorer le mont de Vénus des Hollandaises, des Belges et des Luxembourgeoises, le beau moustachu Pierre-Louis reviendra en Haïti ivre de ses «prouesses» pour devenir un autre «conseiller spécial» du président. Quel malheur pour notre pays que voici !

Malgré un contexte de crise politique aiguë et de finances obérées, le président Tèt Kale commémorait au Champ de Mars, le 14 mai 2013, le deuxième anniversaire de son accession à la Présidence : un deuxième carnaval pour satisfaire les bas instincts de jouissance éffrénée du chef. Par la voix du sirupeux et suffisant Lucien

Jurat, la présidence s'était décernée un satisfecit pour les nombreuses réalisations de son administration, dont ce fameux et fumeux million d'enfants continuant de bénéficier du programme dit de scolarisation gratuite et obligatoire (PSUGO). Du «boulshitage» tout cru. Le sénateur Francisco De La Cruz a bien eu raison d'affirmer que le bilan de Martelly n'est brillant qu'en matière de propagande.

Notre pays que voici n'a pas manqué de s'illustrer par des épisodes les uns aussi cocasses que les autres. Ainsi, le mercredi 31 août 2011, lors du lancement d'un projet de logements sociaux à St-Michel de l'Attalaye, Martelly récitait un de ces discours insipides, ennuyeux, insignifiants, assommants, agaçants et emmerdants. Le député Patrick Joseph, de la circonscription Marmelade/St-Michel de l'Attalaye, ayant exprimé sa façon de penser, le fier-à-bras de Micky, Roro Nelson, s'était senti morveux. Il s'est mouché à sa façon en tirant sur la veste du député, à huit reprises, pour l'obliger à applaudir le chef. Joseph s'étant plaint au président, ce dernier, sans gêne aucune, a sorti tout de go : « ce petit (Roro Nelson) ne plaisante pas et si quelqu'un le contrarie, il peut l'étouffer » (sic). Stupidités et goujateries de notre pays que voici !

La plus drôle des «cocasseries» enregistrées parmi les adulateurs, les encenseurs, les louangeurs, les génuflecteurs de Martelly a été observée au Champ-de-Mars lors de ces agapes carnavalesques pour célébrer le deuxième anniversaire de l'investiture du chef. Dans un concert de louanges de mauvais goût auquel le chef de l'État a eu droit de la part des députés du bloc pro-gouvernemental PSP, c'est l'élu de Ouanaminthe, Luckner Noël, qui s'est le plus illustré, en s'agenouillant aux pieds du président Martelly, en public, devant une foule assez importante et en direct à la télévision. Honteuses simagrées de notre pays que voici.

Au cours des deux premières années de Martelly au pouvoir, le bonhomme prétend avoir créé 400 mille emplois. Les économistes et statisticiens haïtiens cherchent encore, avec un *bwapen*, les secteurs dans lesquels ils ont été créés, et ne trouvent rien puisque le niveau de chômage et de misère qui affecte les couches pauvres et moyennes de la population haïtienne dément la propagande. Dans notre pays que voici, à l'enseigne mickiste, ce sont les chiffres ronflants qui tiennent lieu de programme de gouvernement : un million d'enfants scolarisés gratuitement, 400.000 emplois, plus de 700 000 victimes du séisme de janvier 2010 relogés, 500.000 lampadaires, pays émergent d'ici les 25-30 prochaines années. *Tout se blòf*.

Le Parquet de Port-au-Prince est une vraie pétaudière où pas moins de neuf Commissaires de Gouvernement se sont succédés à sa tête au cours des deux premières années du mandat du Président Martelly. Dans ce carrousel à commissaires on a vu défiler Mes Félix Léger, Lionel Bourgoïn, Sonel Jean-François, Elco Saint-Amand – nommé mais jamais installé – Gérard Norgaïsse, Jean Renel Sainatus, Lucman Delille, Francisco René et Darius Gerson Charles. Dans notre pays que voici, on a l'impression parfois d'avoir affaire à des *zonbi manmaman kenbe ti pouèl*.

Et quand ce n'est pas le président qui fait des siennes, c'est un drôle de zig, un lustucru nommé Jean Renel Sanon, ancien Ministre de la Justice, qui passe un savon au Commissaire du Gouvernement des Cayes pour avoir fait procéder à l'arrestation d'un drôle de zigoto du nom de Evinx Daniel, impliqué dans une affaire de drogue trouvée par hasard (sic) en pleine mer (resic) dans la zone de Port-Salut. Cet olibrius, un proche du Président

Suite à la page (8)

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



Demen m a vini wè w !

Bèt la apviwonnen depi yon bon kadè anwo tèt pitit la. Yon gwo zwazo ki deplwaye zèl li tout lajè nan yon espektak koupe souf. Li plannen, plonje desann, li pike remonte kou yon fize; epi sanzantann li tonbe fè loupin, kwaze leuit tankou ayewoplàn k ap trase vèvè sou tapi syèl la. Yon lòt ti moman malfini an fann mas koton gri k ap pouse bourik li pou al fè kò ak yon kolonn nyaj. Yon kòwòt ki pòtre batiman sou lanmè k ap glise kè pòpòz pou travèse loseyan. Epi toudenkou dra gri a chire. Li tounen paswa pou simaye mil milyon zegui lapli. Mil milyon fil likid ki tonbe sou latè si ou konn gason k ap desann masuife.

Bridsokou lapli a sispann, solèy la louvri je li timidman. Tifi a kite kouri pare anba yon galeri rekòmanse pwomennen. Menm kan loray tire lobe, kontinye gwonde kòm ki direTètsankò k ap degradinge mòn pou vini pran lenbe. Yon souri fann bouch pitit la kòm si ou ta di yon kout zeklè ki depoze yon twoubote sou chak bò figi l. Li sonje ki jan granmè l ta ranmase bouch li pou tuipe petarad lanati anvan li bay santans li ak yon ti ri demepèl: "Gwo van, ti lapli". Avrèdi Grann pa yon move granmoun; li rendonn menm jan ak tout pèsonaj lavi yo dèyè do yo. Sa gen plizyè lane depi je li fèmen sou lannuit; men, si yon lòt moun ta konprann pou l trese cheve pitit pitit li sa a, li menm ak moun sa a t ap dezòm pèdi.

Tanzantan yon jwèt marèl imajinè envite demwazèl la sote sou yonpye, sou de pye. Ak yon parasòl wouj sou tèt li nan yon men, li sanble ak yon ekilibris tank l ap pran prekosyon pou pa sal botin li. De ti bijou blan ak twa bouton sou kote li te fenk resevwa pou fèt li. Li manke pèdi pye lè yon otomobil ki ap vin anfas li klaksonnen. Li leve tèt li pou wè monnonk li, komèsan ak senatè byen koni, ki kare dèyè yonFòd 4. Zotobre a chita bò kote yon ofisye meriken ak kou wouj kou kribich nan yon inifòm kaki k ap di lanmidon mèsè. Li ka rese arebò chapo panama l pou l salye manmzèl.

Tifi a kontinye wout li. Vizaj li tanmen transfòmè amezi yon pwen nwa t ap gwosi sot nan syèl la pou vin dodo meya sou bouk la. Malfini a ki t al wè kote bo-

nèt lakansyèl chouke te retounen apante lespas an chèmèt chèmètès tankou grandou tan Karèm. Sou Laplas yon douzèn prizonye ap fè mouvman bale ranmase fatra sou kontwòl twa marinkò. Militè yo ap bay blag, griyen dan ak gèt nan pye, chapo fet vise sou bwatèt, fizi esprinfil anba men epi bòlin sou kote. Tanzantan yo voye je yo sou konbatan Kako yo ki ap fè alevini nan yon rechany gwo koton ak ba orizontal nwa e blan k ap egzèze lesuivan. Je pye yo vlope nan yon menòt pwès ki tache nan yon chenn epè ki marande malere yo de pa de, tankou marasa. Prekosyon sa a plis sanble yon mezi pou imilye yo pase yon jan pou anpeche yo sove.

Èske se kout van ki souke fèy flambwayan yo, osnon se riban ki te kenbe ansanm twa trè demwazèl laki te lach? Bout tisi a glise desann sou ke rad li pou ateri an senèryen bò yon touf zèb. Youn nan mesye ki t ap fè kòve yo ranmase ti bann twal wouj la pou lonje l bay metrès li. Se atò yon kout kwòs fizi tonbe nan rèl do misye fè l kilbite. Malgre l ap todye, malgre dife k ap wonyen zantray li, patriyòt la fè jefò, li souri bay pitit la lè li renmèt li riban an. Demwazèl la di mèsè ak tout yon reverans pou jès la. Se tankou sòlda yanki a te resevwa yon souflèt. Devan figi meriken an ki vin koulè tomat e ki defòme akyon mas kòlè, prejije ak depi ki san lè eklate, tifi a dekontwole, li kouri ale.

Malerèz la potko fin pran souf kan li rekonèt li tou pre barak anvayisè yo ak de sentinèl k ap monte lagad bayonèt okanon, sigarèt nan bèk. Bèt seren yo voye je sou tifi a, youn gade lòt epi yo ri nan gòj. Demwazèl la pouse yon dènye rèl pandan malandren yo ap trennen l nan yon gerit. Yon ofisye ak kou wouj kou kribich nan inifòm kaki ki t ap pase pa menm vire tèt gade. Amezi minit ap lonnen tan, youn ti chante granmè tifi a te konn chante anvayi sèvo l: "San wont san santiman demen m a vini wè w...". Plent yon zanmimo blese mouri nan gòj li anvan lide l al repoze sou ti poul malfini a te fèk vare sou li a, epi lespri li chavire.

Guy-Gérald MÉNARD

RADIO PA NOU
1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
67 Khz
www.radyopanou.com
Depuis 2002
• Nouvelles
• Analyse
• Publicité
Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861
Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

Soleil Radio d'Haïti
Radio
Soleil d'Haïti
Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique
www.radiosoleil.com
1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

Kanaval

Yo fè kanaval prentan
Yo fè kanaval dèfè
Yo fè kanaval tout tan
Yo fè kanaval mizè

Kanaval Istèn Pakwe
Jipsi monte Tabou desann
Kanaval tout zotobre
Men fòk gen mèkredi dèsann

E jou sa n a boule degizman pa vre
Wi jou sa n a boule tout lèwa
N a fè on gwo fèt pou pèp la fete

N a fè kanaval fizi
N a fè kanaval goumen
N a fè kanaval lespri
N a fè kanaval demen

Kanaval tout je klere
Pèp la monte boujwa desann
Kanaval pou libète
Aprè mèkredi lesann

TANBOU LIBÈTE

TURENNE

Mezanmi lapenn o!
Lapenn o ! lapenn o! lapenn o!
Lapenn o !
Gade jan Turenne mouri

Jedi pase optimaten
Turenne ale li pa tounen
Pye l pèdi tè afòs li pè
Imigrasyon pa pran priyè

Mezanmi lapenn o!
Lapenn o ! lapenn o! lapenn o!
Lapenn o !
Gade jan Turenne mouri

Papa Desalin èske ou tande?
Èske ou tande?
Ayisyen pito mouri
Pase yo tounen Ayiti

Mezanmi lapenn o !
Lapenn o ! lapenn o ! lapenn o !
Lapenn o !
Gade jan Turenne mouri

Turenne mouri l ap antere
Gen lòt Turenne k ap debake
Yo pran lanmè afòs yo pè
Leyopa yo pa pran priyè

Mezanmi lapenn o !
Lapenn o ! lapenn o ! lapenn o !
Lapenn o !
Gade jan Turenne mouri

Papa Desalin eske ou tande ?
Èske ou tande ?
Ayisyen pito mouri
Pase yo younen Ayiti

Mezanmi lapenn o !
Mezanmi sanble o !
Sanble sanble sanble o!
Fè Turenne sispann mouri
Fè Turenne sispann mouri

TANBOU LIBÈTE

Minis Himmler Rebu jwenn sa l t ap chache a!

Nan peyi tyèmonn yo, peyi mwen Navanse yo, depi yon moun anrole nan yon akademi militè, sitou sa k te rive pase nan « l'école des Amériques » yo ; youn nan bagay yo montre militè se fè koudeta. Rèv sa yo, menm ti sòlda ki anwole nan lame konn rive fè yo tou. Nou kapab pran kòm egzamp Marino Etienne, Patrick Bochar san nou pa bliye sèjan Hébreu.

Nan zafè koudeta sa a, youn lan peyi ki bat yon rekò ladan l, li rele Ayiti. An nou pran lane 1986 dat kote Jean Claude Duvalier te kite pouvwa pou rive nan lane 1991 kote Lame Ayiti ak konplisite CIA te pouse do yon prezidan eli pou yo te voye l an egzil. Lame sa a anpil moun te konprann li te la pou defann peyi, men li te gen yon sèl grenn espesyalite ki se fè koudeta.

Jeneral, prezidan Henry Nanphy te gen manda pou l te fè eleksyon pou l te pase mayèt la bay youn prezidan eli. Bagay la te tèlman dous pou li, li te krazè yon eleksyon kote li te fè masakre yon bann moun nan lekòl Riyèl Vayan, kote moun sa yo te gen bilten vòt yo nan men yo. Priyè gate ranje mèt



Himmler Rébu

dans. Namphy te kenbe pouvwa l pirèd anba men l. Sou presyon popilè ak kèk sektè nan Kominote Entènasyonal la, Namphy te fè yon simalak eleksyon kote li te nonmen Leslie Manigat chèf leta Ayiti. 3 mwa apre, Lame Ayiti te kapote Manigat, yo te voye l an egzil.

Namphy ki te bay tèt li non Chouchou a, te retounen yon lòt fwa ankò sou pouvwa. Kap prezidan an te pran fil, li te santi li te tèlman asire, youn jou li te fè yon gwo tounen nan kapital la, tounen ki te mennen l nan lakou Brea. Wi prezidan Namphy t ap kale kò l ak ansyen kolonèl Franck Romain.

Byen chita an politik pa di asire pou sa. Se konsa kèlkejou apre, malen ki rele jeneral Avril la, te kapote Namphy, li te voye l al nan mawon Sen Domeng. Koudeta ki jiska prezan moun ki pa konnen ap di se koudeta Hébreu. Si aksyon sa a te fèt pa baz palè a, men reyèl moun ki te nan tèt li se te rele Prosper Avril.

Avril prezidan, li nonmen Hébreu sèjan jeneral. Grad ki pat janm gen nan lame a. Pi devan menm Prosper sa a te mete Hébreu ak lòt nèg ki te fè kou a nan prizon. Koudeta lame ap bay sivil, koudeta lame ap bay lame.

Se konsa foli a monte nan tèt jenn ti ofisye premye pwomosyon akademi Jean Claude Duvalier yo. Si granmoun nan lame yo konnen, jenn nan lame yo bò kote pa yo kapab. Yon dimanch avèk konplisite ti baz lame a ki gen cha anba

men yo, Coileau, Biamby, Rebu ak kèk lòt konfyolo yo te pran yon chans, yo te mete Avril anba kòd. Jenn mesye sa yo pat gen benediksyon anbasad meriken, yo te blije tounen Avril nan plas li kote yo te vole gagè, yo te tonbe Ozetazini. Apre kèk tan, yo te pase nan prizon Ozetazini, yo te jwenn libète yo. Youn nan sèl sivivan avanti Avril sanble k ap viv toujou rele Himmler Rebu. Politisyen chèf yon pati politik ki rele GREH.

Rebu bonè, bonè, depi Mateli te vin prezidan, misye te toujou ap defann koz Mateli ; kote li konn di : se pouvwa pa m ki la a. Rebu te toujou montre akèl li bezwen yon dyòb, men sa pat fasil pou li.

Se konsa lamann nan te sot nan syèl, li te tonbe nan lakou El Rancho. Rebu te jwenn yon pòs minis. Anpil nan manm pati l la te tire pye pou dyòb sa a, misye te pran an.

Malgres Rebu pat ebranle. Li t ap pouse pou pi devan. Apre 9 mwa 15 jou, kat la te mal bat, kolonèl la te tonbe tankou yon kowosòl mi. Se te yon gwo zen nan Shoublak. Liliane Pierre-Paul te pemye jounal ki te pran lapenn pou Kolo. Lapenn ki te fè Kolo te ekri yon lèt tou louvri bay radyo Kiskeya pou te fè l konnen ki valè mizè li t ap pase nan bwat sa a. Moun k ap touche ki pa janmen vin nan travay. Moun k ap viv nan peyi etranje k ap touche chèk sou transfè ki fèt sou kanè yo. Lè l fè entèvansyon, gen lòd ki sot pi wo. Malgres Rebu te rete pi rèd lan pòs li. Se kalte yon nèg ki chèf yon pati politik. Moun deja wè si pati sa ta vin opouvwa ni ki sa moun t ap pran anba Rebu nan peyi sa a.

Gen moun ki te mande men pou kisa kolonèl la te asepte rete nan pòs la malgre mizè kochon ak kwòk li t ap pase a ? Ti nèg renmen pouvwa twòp. Kolonèl la te rezilyen l bwè dlo santi a. Lè te gen sirèt la, pat gen plenyen. Men lè se ti wòch apye ki ranplase sirèt la gen plenyen. N ap tann sètfwasi nou pap tounen pwatann. N ap tann menm plenyen an pou opòtinis tankou Evans Paul K-plim ak Victor Benoit lè kafè a koule ak ma.

Jean Sorel Pompée

Les étudiants exigent la baisse des prix des produits pétroliers

Par Thomas Péralté

Après deux (2) journées de grève générale au début de la semaine dernière, le vendredi 13 février, des milliers d'étudiants de l'Université d'Etat d'Haïti accompagnés d'autres étudiants des universités privées et des militants politiques ont gagné les rues de la capitale pour exiger le départ de monsieur Michel Joseph Martelly du Palais National, de monsieur Evans Paul de la Primature et la baisse des prix des produits pétroliers sur le marché national proportionnellement aux prix sur le marché international.

Partis de l'avenue Christophe où se trouvent trois facultés : Institut National d'Administration, des gestions et des Hautes Etudes Internationales (INAGHEI), Sciences Humaines et Instituts d'Etudes et de Recherches Africaines d'Haïti (IERAH), les manifestants ont parcouru plusieurs rues de la capitale en carnaval. Et d'ailleurs, ce mouvement de protestation est baptisé: « Gaz-Naval » au jour même de la traditionnelle festivité dénommée carnaval des étudiants, le vendredi qui précède les festivités carnavalesques. Par ce terme, ils ont décidé de marier leurs revendications avec la tradition populaire, puisqu'ils font partie, disent-ils, de la population victime de la mauvaise foi de la classe dirigeante traditionnelle réactionnaire, notamment les gens placés à la tête du pays qui ne veulent pas que le coût de la vie baisse. Ne sont-ils pas tous des ennemis du peuple comme disait Thomas Sankara ? « L'ennemi n'est pas celui qui te fait face l'épée à la main (ça c'est l'adversaire). Mais c'est celui qui est derrière toi, le poignard dans le dos ». Le peuple commence à identifier ses adversaires et ses ennemis éternels et conjoncturels.

Portant des pancartes, les manifestants ont lancé des propos très hostiles à l'endroit du régime réactionnaire Martelly-Paul : « Si se nou menm pèp la, ki te vòlè kòb gaz la, baton t ap touye nou ! Si se nou menm etidyan, ki te vòlè lajan gaz la, baton t ap touye nou ! Vòlè gaz ki nan palè a, fò l ale ! Vòlè gaz ki nan Primati a, fò l ale ! Galon gaz timalere yo fò l bese ! Galon gaz la dwe vann 100 goud, twòp moun ap mouri anba grangou, lavichè ! Martelly nou pa vle w fò w ale ! Evans Paul alyas Kwòkmò nou pa vle w fò w ale ! »



Les étudiants exigent dans leur lutte dynamique le prix du carburant à 100 gourdes et la démission de Martelly

Arrivés au Belair, le plus ancien quartier populaire de la capitale et qui constitue toujours le Foyer de résistance populaire, les manifestants criaient haut et fort : « Bèlè, Bèlè, Bèlè fòk gaz la desann. Si w wè ou pa ka manje, se paske gaz la twò chè. Si etidyan yo pa di yon mo peyi a ap peri. Yo mèt ba nou gaz, fòk gaz la desann. »

Effectivement, arrivés à la rue Montalais, quand les manifestants s'apprêtaient à pénétrer l'aire du Champ-de-Mars, des agents de la PNH, membre du Corps d'Intervention et de Maintien d'Ordre (CIMO), ont ouvert le feu sur les protestataires

qui revendiquent le départ des occupants, du Palais national et de la Primature. Les étudiants protestataires se sont mis au sol en chantant : « *La-polis pa genyen diyite ankò, se asan yo ye. Yo mèt ban nou gaz, fòk gaz la desann, pou kòz gaz sa a, nou pral nan simityè O ! O ! O ! bawon.* » C'est le véhicule immatriculé au No. 1-618 du Cimo dans lequel se trouve le responsable de cette Unité de la PNH, Paul Ménard qui a bombardé les manifestants de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc.

Les étudiants ont résisté et poursuivi leurs parcours. Il leur a été interdit de pénétrer l'aire du Champ-de-Mars où l'on se fait construire

des stands pour le carnaval. Ils ont été obligés de prendre la direction de l'avenue Christophe pour aller terminer leur mouvement de protestation là où ils avaient démarré. Des étudiants n'ont pas caché leurs frustrations et leurs mécontentements par rapport aux détenteurs du pouvoir en Haïti : « Lorsque les prix des produits pétroliers restent trop chers, ils renforcent les inégalités sociales dans le pays, » déclare, Ronel Désir, un étudiant à l'Ecole Normale Supérieure qui a perdu son bras le 17 Novembre 2013 à la Faculté d'Ethnologie, quand les étudiants avaient été bombardés de gaz lacrymogène. Un autre étudiant en droit à la Faculté de Droit et des Sciences économiques a enchaîné ainsi : « Au péril de notre vie, il faut que les prix des produits pétroliers baissent considérablement sur le marché haïtien. »

Les étudiants sont restés mobilisés et déterminés durant toute la journée du vendredi jusqu'à la tombée de la nuit dans leurs Facultés respectives. Les agents de CIMO n'ont cessé de les bombarder de gaz lacrymogène. Jackson Desrivière, étudiant de la Faculté des Sciences a été touché par une bombonne de gaz lacrymogène. Il a été rapidement conduit à l'hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH). Des agents de CIMO ont débarqué dans ce centre hospitalier pour brutaliser les étudiants qui étaient venus porter solidarité à leur camarade victime. C'était la répression féroce sur les étudiants qui ne voulaient pas baisser les bras. Les étudiants disent qu'ils restent mobilisés autant que Martelly et Evans Paul restent au pouvoir, autant que les prix des produits pétroliers restent aussi élevés.

Dans la foulée, les dirigeants de facto de l'Exécutif, Martelly et Evans Paul disent qu'ils ne souhaitent pas réduire à la baisse les prix des produits pétroliers. Le peuple de son côté leur répond que s'ils ne baissent pas les prix, ce sont eux qui doivent tirer leur révérence. Leur place n'est plus au Palais et à la Primature. Ils doivent aller tête droite au Pénitencier national. Par la voix de son représentant au Sénat haïtien, l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL) supporte l'Exécutif de facto dans son intention de maintenir les prix aussi élevés.

Le président d'un tiers du Sénat, le sénateur Andris Riché a déclaré que le gouvernement de facto

ne doit pas céder aux pressions de la rue, puisque l'OPL a besoin de l'argent du carburant pour financer la campagne électorale de ses candidats. Donc, c'est le pauvre peuple qui paie les prix forts du carburant, l'argent devant remplir les poches des grands mangeurs de l'OPL qui affichent toujours une position anti-peuple.

« Je pense que quand vous êtes responsable d'Etat, c'est vous le leader. Vous ne pouvez pas être à la traîne, vous devez être devant. Et puis point barre ! », a répondu sèchement le sénateur de l'OPL à la question de savoir si les revendications des syndicalistes, des étudiants et de l'opposition ne sont pas justes.

L'ancienne candidate à la présidence, Mirlande Hyppolite Manigat propose au gouvernement de facto de baisser graduellement les prix du carburant : Alors que des revendications fusent de partout pour exiger du gouvernement une nouvelle révision à la baisse des prix du carburant, la secrétaire générale du RDNP, Mirlande Manigat, exhorte les autorités à être franches. Elle les invite à dire la vérité à la population. « Ce qui arrive maintenant est une preuve de plus de leur incompétence... », a-t-elle martelé.

Pour dénouer la situation de tension née de ce dossier, Mme Manigat croit que les autorités devraient s'expliquer. « Ils devraient dire la vérité et reconnaître que c'est leur responsabilité et leur faute. Ils devraient expliquer la situation et dire pourquoi ils ne peuvent pas appliquer une baisse de 100 gourdes tel qu'exigée par les protestataires ». Et, elle ajoute : « je ferais une proposition de baisse progressive des prix de l'essence. Voilà pourquoi nous pensons que ce gouvernement est totalement incompétent. »

Dans ce contexte politique, économique et social où la situation du peuple haïtien ne cesse de s'aggraver, on ne voulait pas entendre parler d'élections tant que Martelly et Evans Paul sont au pouvoir et les prix des produits pétroliers restent à ce niveau. En Haïti, le climat de confiance pour la réalisation des élections n'est pas encore établi. La population reste mobilisée pour faire baisser les prix, pas pour les élections. C'est le départ de Martelly et d'Evans Paul d'abord avant de parler d'élections. A bon entendeur, salut !

Excellent Senior Care

Adult Daycare

- Exercise • Meals • Recreation
- Dancing • Massage Therapy
- Computer Classes • Health Screenings
- Yoga • ESL • Bingo • Hair Cuts
- Manicures • Bowling
- Door-to-Door Transportation

Administrator: Mercedes Narcisse

Free Consultation!
Nou pale kreyòl!

1488 New York Avenue
Brooklyn, NY 11210
718.928.7505 "We Care"
www.excellentSeniorCareBrooklyn.com

Christine M. Mosse
MD

Internal Medicine
Board Certified

2336 Second Avenue (at 120th Street)
New York, NY 10035

Office hours by appointment

212.987.5200

Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

Greater Brooklyn
Gastroenterology Care

Michel Jose Charles MD, FACC, AGAF
Board Certified Gastroenterology

Office Locations

3621 Glenwood Rd, Brooklyn NY 11210
9408 Flatlands Ave, Brooklyn NY 11236
1381-B Linden Blvd, Brooklyn NY 11212

By Appointment Only

Tel: 718-434-0202 / 718-869-1501
E-mail: charlesmjcharles@hotmail.com
"Giving care, one patient at a time."

L'insécurité en Haïti est-elle programmée ?

Par Thomas Peralte

Dans de nombreux quartiers populaires de la capitale, des gangs armés proches du pouvoir de facto Martelly-Paul qui s'affrontent régulièrement, ont causé la mort à de paisibles citoyens. Dans les rues, des citoyens paisibles qui s'occupent de leurs activités quotidiennes, tombent à longueur de journée. Le vendredi 13 février dernier, les rues de la capitale se sont transformées en un véritable champ de bataille avec des cadavres un peu partout. A l'avenue Martin Luther King dit Nazon, longeant la route de l'aéroport international Toussaint Louverture au centre de la capitale, des bandits armés circulant à bord d'une motocyclette ont effectué un braquage sur deux (2) clients de banque qui venaient de faire une transaction bancaire de 7,500 gourdes, eux aussi à bord d'une moto. Les malfaçons ont ouvert le feu sur les 2 jeunes garçons, tuant celui qui pilotait la moto, répondant au nom d'Emmanuel Sanon. Ils ont emporté avec eux le sac contenant le montant de la transaction.

Au cours de la journée une autre personne a perdu la vie sous les balles des bandits à Tabarre au niveau de Carrefour Fleuriot, lors d'un autre braquage. Dans l'après-midi aux environs de 3 heures, un commando armé a fait irruption devant l'administration de l'Office d'Assurance Accidents du Travail, Maladie et Maternité (OFATMA), sise à la cité Militaire au nord-ouest de la capitale, tuant 2 personnes ; 5 autres personnes s'en sont sorties blessées. L'un des jeunes garçons qui tentaient de sauver sa peau en se précipitant à franchir la barrière de l'hôpital OFATMA a reçu 15 balles et il est mort sur place. L'autre personne décédée fait partie du staff de la sécurité de l'hôpital. Selon le responsable de l'OFATMA, cet incident criminel est la résultante des affrontements des gangs armés de la zone, notamment des gangs qui se retranchent à Cité soleil, Simon-

Pelé et autres.

A Cité Soleil, la population dénonce deux (2) gangs qui s'affrontent quotidiennement, l'un contrôlé par un ancien prisonnier, Gabriel Jean Baptiste, proche du régime tètkaïte Martelly-Paul et l'autre contrôlé par l'ancien député Alméthis Junior. Ce sont de paisibles citoyens innocents qui font le frais des affrontements des gangs armés. A Simon-Pelé, de même, les gangs s'affrontent, des innocents tombent.

En plus du problème de la cherté de la vie, conséquence directe de la hausse des prix des produits pétroliers, pour laquelle la population proteste constamment, l'insécurité empêche la population de vaquer librement à ses occupations. Des citoyens avisés ne cessent de se poser les questions suivantes : derrière le phénomène d'insécurité, surtout dans des quartiers peuplés, des mains invisibles se cachent-elles. Qui approvisionne les gangs armés en armes et en munitions ?

A qui profitent des crimes issus de la machine de l'insécurité ? L'insécurité est-elle devenue une entreprise rentable pour les détenteurs du pouvoir et l'oligarchie financière du pays ? Quel rôle jouent les banquiers dans ce phénomène suspect ?

De toute façon, les Etats-Unis, le Canada et la France, dans la foulée, attirent l'attention de leurs ressortissants qui effectuent des visites en Haïti sur le phénomène d'insécurité. Mercredi dernier, le gouvernement français a mis à jour ses conseils de sécurité aux voyageurs allant en Haïti et publié un avis de dernière minute concernant les grèves, les manifestations et les agressions à main armée à la sortie de l'aéroport International Toussaint Louverture.

« Les grèves et manifestations à répétition entraînent des risques d'incidents violents et surtout de blocages de routes, qui entravent les déplacements. Il est recommandé de se tenir à l'écart des mouvements de foule.

Agressions à main armée à la sortie de l'aéroport de Port-au-Prince :

Face à la recrudescence d'agressions à main armée, parfois mortelles, entre l'aéroport et leur lieu d'hébergement, visant principalement des voyageurs venant rendre visite à leur famille, il est rappelé qu'il est impératif d'organiser son accueil par des proches ou des personnes de confiance, de limiter au minimum le transport de sommes d'argent liquide ou d'objets de valeur et de ne surtout pas opposer de résistance en cas d'agression.

Ces attaques peuvent notamment viser le véhicule emprunté à la sortie de l'aéroport, le jour de l'arrivée comme le lendemain, à la suite du repérage opéré par les gangs »

Le Canada de son côté a mis en garde ses ressortissants qui souhaitent se rendre en Haïti sur le phénomène de l'insécurité qui règne en maître et seigneur.

Le Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement du Canada, a émis un avertissement, en date du 9 février 2015, particulièrement pour les quartiers de Martissant, Carrefour, Bel Air et Cité Soleil à Port-au-Prince ; car les conditions de sécurité y sont instables et dangereuses et recommande d'éviter tout voyage non essentiel dans ces quartiers.

« Ces quartiers restent dangereux en raison de la criminalité qui y sévit et de la capacité réduite des autorités locales à y maintenir l'ordre. La sécurité des personnes n'est pas garantie et la présence de la police n'est pas assurée. La police n'est pas en mesure de répondre rapidement aux appels à l'aide dans ces quartiers. Il est fortement déconseillé de sortir après la tombée de la nuit.

Les Canadiens appelés à se rendre dans ces quartiers doivent impérativement prendre les mesures de sécurité qui s'imposent. Assurez-vous que des membres de votre famille, des amis, des collègues, des représentants d'affaires locaux ou des organisations vous attendent et qu'ils sont en mesure de vous accueillir dès votre arrivée à l'aéroport ou à la frontière et de vous guider dans vos déplacements. Comme les conditions de sécurité peuvent changer à tout moment, demandez aux organismes, aux instituts ou aux hôtes qui vous encadrent quelle est la situation dans la région où vous comptez vous rendre. Le taux de criminalité est élevé et la situation en matière de sécurité est imprévisible. Faites preuve d'une grande vigilance, peu importe où vous vous trouvez dans le pays. La criminalité est présente, surtout dans les grands centres comme le centre-ville de Port-au-Prince, où des gangs armés continuent de sévir. On a

signalé des meurtres, des enlèvements, des vols à main armée, des cambriolages et des détournements de voitures, même en plein jour. Ne marchez jamais seul et ne vous déplacez pas après la tombée de la nuit. De nombreux chefs de gangs et criminels incarcérés au pénitencier civil de Croix-des-Bouquets (situé à l'est de Port-au-Prince) se sont échappés en 2014 et sont encore en liberté. Haïti connaît périodiquement des troubles civils, particulièrement durant les périodes d'incertitude politique et d'élections. La dissolution du parlement d'Haïti le 13 janvier 2015 et la situation électorale actuelle ont fait monter les tensions dans la capitale et à l'échelle du pays. Des manifestations sont en cours et elles pourraient donner lieu à des actes de violence. Des émeutes pourraient se produire sans préavis ou presque. Faites preuve d'une grande prudence, évitez les manifestations, et surveillez régulièrement les médias locaux pour vous tenir au courant de la situation. Il faut s'attendre à des marches de protestation, à des grèves et à des barrages routiers à tout moment dans la capitale, dans tout le pays et sur les grandes routes. Les déplacements peuvent faire l'objet de restrictions et les transports locaux peuvent être perturbés. »

Donc, qu'en est-il du pauvre peuple haïtien ?

Suite de la page (3)

Le responsable du service culturel de la mairie, Juordany Esteril se montre très hostile envers le conseil communal, composé de Steeven St Fleur, Marc Edouard Désir et de Eric André qui pataugent dans la corruption a-t-il dit.

Le premier citoyen de la commune, Steevens St Fleur qui est intervenu, n'est pas arrivé à convaincre les manifestants pour pénétrer dans l'enceinte. Il a été obligé de contacter les forces de l'ordre et un juge de paix pour remédier à la situation.

Selon M. St Fleur, ce mouve-

ment de protestation tient d'une manipulation politique. L'agent intérimaire a indexé le chef du service culturel de la mairie qui serait à la base de cette manipulation.

Peu après son arrivée à la tête de la mairie des Gonaïves à la fin de l'année 2013, M. Steeven St Fleur a fait l'objet de beaucoup de critiques. Soulignons que depuis l'installation de ce cartel, les maires ne disposent d'aucun bilan pour les fêtes de fin d'année, pour la Saint Charles et pour le carnaval national. Est-ce cela la transparence administrative ?

Suite de la page (5)

Martelly qui, lors de ses tournées sur la côte Sud, séjourne souvent dans l'hôtel appartenant à Daniel, a disparu de façon étrange. Dans notre pays que voici, la disparition est un phénomène à sens unique, connu dans les milieux familiers du «laboratoire». Aussi, le président, un «laborantin» occasionnel, ayant compris dans quelle direction Evinx avait disparu ne fit que tuiper lorsqu'on lui rapporta l'évaporation du coco. Même, il aurait salivé un de ces gros mots sales dont il est coutumier.

Dans notre pays que voici on a été témoin de tant de turpitudes, de tant de salissures que parfois on ne sait plus si on a affaire à des hommes ou à des humanoïdes dont il faudrait étudier le profil génétique pour savoir à quelle espèce animale précise ils appartiennent en définitive. Prenez le cas de l'ancien journaliste Lucien Jurat devenu porte-mensonge de la présidence. Il s'est abaissé jusqu'à distribuer des «enveloppes cachetées» à des confrères et consœurs, sachant pertinemment qu'il s'agit d'une odieuse et ignominieuse

façon pour tous les pouvoirs d'acheter les consciences, de coopérer la presse.

Jurat s'est déshonoré de façon honteuse et méprisante en acceptant de se faire le lâche-cul de Martelly, pour avoir prétendu que la distribution d'argent était son initiative personnelle. Or, cette boueuse initiative ne pouvait être que le produit de l'esprit dérangé et pervers de Martelly. Jurat s'est approprié la remise de ces enveloppes tout juste pour dédouaner son chef et justifier son rôle de «lèche-cul» de cul.

Dans notre pays que voici, si triste est la saison qu'il est venu le temps non pas de se parler par signes, mais le temps de se rebeller, de dénoncer les imposteurs, les salisseurs, les magouilleurs, ce monde de morveux, miteux, calamiteux, morpionneux, gueux, crasseux, sans-aveux, pouilleux, fripouilleux, merdeux, scrofuleux, pesteux, charbonneux, galeux, buboneux, tuberculeux, lépreux, pisseux et pisso-teux, et de les clouer tous au pilori de l'Histoire. Amen.

Suite de la page (4)

la société haïtienne et particulièrement le gouvernement haïtien.

Aussi, LE COLLECTIF DU 4 DECEMBRE 2013 recommande aux responsables de l'Etat, que soit pris ce train de mesures :

Le rappel de l'ambassadeur d'Haïti La fermeture de la frontière entre nos 2 Etats : l'Etat Xénophobe dominicain et l'Etat d'Haïti pendant au moins un jour pour signifier notre réprobation.

Les excuses du gouvernement dominicain au peuple haïtien

L'arrestation, le jugement et la condamnation par la justice dominicaine des coupables de ces crimes. Il ne devrait y avoir aucune difficulté à appréhender notamment les individus bien identifiés sur les photos qui circulent sur la toile

L'annulation des contrats adjugés aux compagnies dominicaines pour les constructions chez nous, et procéder au transfert desdits contrats à des sociétés haïtiennes.

Par ailleurs, LE COLLECTIF DU 4 DECEMBRE demande aux importateurs de produits dominicains de repenser leur source d'approvisionnement et d'envisager les commandes à partir des autres pays de l'hémisphère.

Aux consommateurs locaux, de rendre justice à notre drapeau souillé et à nos frères humiliés, lâchement assassinés en République Dominicaine, en rejetant purement et simplement tout produit en provenance de ce pays xénophobe. Ce sera justice qui leur sera rendue, la moindre des choses à faire et à la portée de tous.

Il est plus que temps de s'assumer comme NATION !!!!

Reprenons notre pays en main ! Resserrons nos liens ! Travaillons pour garder nos compatriotes chez nous ! Encourageons notre Production Nationale !

Entre temps, on a appris que les autorités policières et judiciaires ont traqué sans perdre de temps, ceux qui avaient brûlé le drapeau haïtien, mercredi dernier dans le secteur populaire de Santiago « Le Ciruelitos ». Le parquet de Santiago a ordonné l'arrestation de 6 individus, qui ont comparu devant l'autorité judiciaire, accusés d'avoir participé à mettre le feu au drapeau haïtien et d'avoir proféré des menaces en brandissant des machettes, pour attaquer les citoyens haïtiens, qui résident dans la région. Alors que cet acte ignoble a soulevé la colère des Haïtiens authentiques d'ici et d'ailleurs, le gouvernement de facto Martelly-Paul n'a fait qu'émettre un communiqué laconique sur ce crime odieux. Il n'a pas condamné avec rigueur cet acte raciste et xénophobe, ni annoncé des dispositions qu'il allait prendre face à cet affront. Le peuple haïtien a pris acte.

AVIS

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après examen, sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de la dame Dorothy Louis, d'avec son époux Abdony Abel pour incompatibilité de caractère. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux, Ordonne à l'Officier d'Etat Civile de Pointe-A-Raquettes de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet ; commet l'huissier Clerbrun Faure de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jacques Hermon, juge en audience civile et publique en date du jeudi 20 juillet 2013 en présence de Me. Yanick Odney substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier

Homer Raymond,
Il est ordonné etc.
En foi de quoi etc.

AVIS

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, sur les conclusions conformes du Ministère public, reçoit l'action en révision intentée par les requérants contre les ajournés Eriston Charles dit Ti Fritz et Eristème Charles pour être conforme tant en la forme qu'au fond ; Maintient le défaut déjà octroyé à l'audience du jeudi quinze (15) Mars 2012 ; Rétracté le jugement rendu en date du dix-neuf (19) Mars 2006 ordonnant le partage de la succession de feu Charlemera Charles ; Reconnaît effectivement, selon les titres de propriété déposés à son délibéré, certaines propriétés entrant dans le patrimoine de feu Charlemera Charles sont les biens propres de Saint Victor Charles et ordonne la récupération de toutes ces propriétés immobilières pour les héritiers de feu Saint Victor Charles ; déclare que les héritiers de feu Saint Victor Charles sont incommutables propriétaires ; Ordonne le déguerpissement des assignés Eriston Charles dit Ti Fritz et Eristème Charles sur les biens des requérants et sur ce chef accorde l'exécution provisoire sans caution la présente décision ; vu qu'il y a titre authentique ; renvoie les ajournés à repérer les biens faisant partie de la succession de feu Charlemera Charles ; Condamne les assignés à trois cent mille (300.000) gourdes de dommages-intérêts ; les condamne aussi aux frais et dépens de la procédure ; commet l'huissier Therinor Fils de ce siège pour la signification du présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Sauvilorme Mathurin, juge ; en présence de Me. Raymond Jacques Louis substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Paulin Civil Greffier du siège en audience publique et en ses attributions civiles et ordinaires de ce jour 26 juillet 2012 an 209e de l'Indépendance.

Il est ordonné à tous Huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux Officiers du Ministère Public près les tribunaux civils d'y tenir la main à tous commandants et autres autorités de la force publique d'y prêter des mains fortes lorsqu'ils en sont légalement requis.

En foi de quoi, la minute du présent jugement signé du Juge et du Greffier susdit.

Paulin Civil Greffier

Uruguay in Haiti:

The poorest president of a mercenary army?

by Fernando Moyano

"Uruguayans participate with 13% to 15% of our armed forces in peace missions. For years and years, we have always accepted the places assigned to us. But however you decide and allocate resources, do not consider us to be there just to serve coffee."

Uruguayan President José Mujica, UN General Assembly, Sep, 25, 2013.

Ten years ago, a leftist party came to power for the first time in Uruguay, the *Frente Amplio* (Broad Front). Five years ago, the party won again, and it has recently won for the third time. In all three elections, the Frente Amplio (FA) won an absolute parliamentary majority. José Mujica ("Pepe"), the president elected five years ago, is stepping down to make way for his FA successor, Tabaré Vázquez.

Mujica has been termed, "the poorest president in the world." He drives a 1967 Volkswagen Beetle, is a former guerrilla and was a political prisoner of the civilian/military dictatorships that ruled Uruguay from 1973 to 1985. His outgoing government has legalized marijuana, abortion rights and gay marriage and has welcomed refugees from Syria as well as six foreign prisoners from the US gulag in Guantanamo, Cuba.

Mujica donates his salary to a voluntary plan for housing construction by a militant labor association of workers. The Serbian filmmaker Emir Kusturica is making a film about him titled *The Last Hero*. But there is another side.

Uruguay and the phenomenon of UN military missions

For 10 years, Uruguay has maintained troops in Haiti as part of the United Nations police and military occupation force known as MINUSTAH (1). Uruguay not only participates in MINUSTAH, it is the second-largest component of the force, by numbers, after Brazil.

Latin American countries are a key pillar of this occupation, contributing about half of its foot soldiers. The Latin American participants in MINUSTAH contribute an average of 10 soldiers per one million inhabitants. But at the peak of its participation, Uruguay, a country of 3.4 million, had 330 soldiers per million of its population!

UN "peacekeeping missions" are becoming ever more clearly the "colonialist screen" that was denounced long ago by Patricio Lumumba, the first, post-colonial leader of Congo. He was assassinated in January 1961, only eight months after being elected prime minister of that country of fabulous natural wealth.

These missions are not neutral forces. They typically support one side against another in times of political and social conflict with imperialism or its local representatives. This was the case in Congo in 1960-61 and it is the case today in Haiti and more recently in Mali. Their function is not "peace" but, rather, to maintain imperial order in points of disturbance on the global, capitalist periphery.

"Peacekeeping" missions of the UN Security Council have a twofold function. One, they are shrouded in the legitimacy of the UN name, and they assist the imperialist powers from becoming overextended in their military efforts to maintain their world order. They also confer a seeming legality to the maintenance of an imperialist order of permanent war. The United States is the prime beneficiary of this service.

Haiti is a special case. There was no armed conflict there in 2004, when MINUSTAH was established (in June of that year). There has been no armed conflict for the 10-plus years of



Uruguayan UN soldiers in Port-au-Prince during a food distribution in 2010. Increasingly, Uruguay has exported its soldiers as "political goods" to assist "democratic colonialism."



Outgoing Uruguayan President José Mujica with UN Secretary General Ban Ki-Moon in Montevideo in June 2011.



Uruguayan UN soldiers during an awards ceremony in Aux Cayes in August 2011. The business of praetorian guards means serving dictatorships, of course since democratic and popular regimes do not require such a service.

MINUSTAH's presence. But the "possibility" of violence is used as a convenient pretext for intervention and containment by military means against an eminently political and social conflict.

This aspect of Uruguayan foreign policy - enthusiastic participation in foreign military adventures - requires some explanation.

On the one hand, in common with other leftist Latin American governments participating in MINUSTAH,

the government in Uruguay has not broken with imperialism. It and other soft-left governments in Latin America today, including Brazil and Argentina, are still beholden to capitalism. One expression of this is their participation in the occupation of Haiti.

Even Bolivia and Ecuador have participated in MINUSTAH, although with smaller forces compared to others. Ecuador has recently withdrawn from the force, but its military base in

In an earlier era, Uruguay exported agricultural products needed by English industry. But in the Yankee era, the United States does not need or desire such products. Increasingly, Uruguay has resorted to the export of "political goods" that can assist "democratic colonialism." That is today's "Product of Uruguay" commercial stamp.

To understand further the new militaristic aspect of Uruguayan foreign policy, it is necessary to understand the historical role of the military in this country.

Uruguay is a small country without great resources. It is surrounded by much larger, friendly countries. Its only borders are with Argentina and Brazil. It has no national conflict hypothesis, no history of wars and no need for armed forces for territorial defense. In any event, armed forces would be useless in the case of real war with its much larger neighbors.

But this small country, pacifist and without enemies, is one of the most militarized in Latin America. Its army counts eight soldiers per 1,000 inhabitants, triple the proportions of Argentina and Brazil.

The bloated and useless army has played a vital role historically in intimidating and deterring social rebellion, despite seeming to be much more passive than elsewhere on the continent. The system of social domination in Uruguay cannot run without the army. This is the counterpoint to democratic political rule in Uruguay - what is termed the "buffer society." (2)

But the cost of the armed forces is a heavy burden on the government's budget. As armaments become outmoded, it is very costly to modernize them. Participation in "peacekeeping" abroad is a way to share these costs with the imperialist world system, by providing a mercenary police service as a commodity. It also promotes an international image of a country committed to world peace, all the while obtaining direct financial benefits and indirect political ones from militarism.

The full scale (and cost) of Uruguay's overseas missions includes the soldiers who are serving, those preparing to replace them, and returnees who are in recovery. To this must also be added the permanent staff of logistics services and again, their replacement and recovery. Fully 40 percent of the armed force is thus engaged at any one time. Ninety percent of Uruguay's armed forces have passed through a foreign mission at some time.

Uruguay has outsourced its armed forces to the point where they would not be present for the country should a real war arise.

The country depends on its foreign roles even to pay the salaries of its soldiers. It receives \$50 million per year for the missions in which it participates, including \$18 million for Haiti. Eleven million of that pays for salaries; the remainder is supposed to pay for ammunition and equipment maintenance. It's an inexpensive army, but the costs of maintaining it are inflated by corruption in the spending of its resources. In one renowned case, it cost more to sail two naval vessels to Haiti than the cost of the vessels themselves. There have been several prosecutions of military officials, but the exact degree of corruption and diversion of funds by officials is difficult to quantify.

Uruguay must purchase its own weapons and equipment. The UN pays for the maintenance of equipment during its time in operation. The remainder of the revenue Uruguay earns is used by the Ministry of Defense, whose budget is about \$300 million. A Uruguayan soldier earns \$400 per month; if he goes abroad on a mission, he earns a total of \$1,000 thanks to the stipend paid by the UN. The financial

Suite à la page (15)

CONFIEZ LA PRÉPARATION DE VOS IMPÔTS (INCOME TAX) À CES ÉTABLISSEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ

J&M ACCOUNTING SERVICE
 Jean R. St. Jour, CB
 2916 Clarendon Road
 (between Nostrand & E. 29th St.)
 Brooklyn, NY 11226
718-284-0733

Idole Tax Services
 Jude Désir
 1773 Nostrand Avenue
 Brooklyn, NY 11226
 718-282-2574
 718-612-8833 cell

EXCELLENCE INCOME TAX
 Wilner & Frezier Frezin
 12809 West Dixie Hwy
 Miami, FL 33161
305-892-5053
786-419-0755
786-258-3351

Denasse Income Tax
 Lebrems Denasse
 674 Rogers Ave.
 (corner Clarkson)
 Brooklyn, NY 11225
 718.484.4156
 646.725.3327 cell

Kenny Accounting & Income Tax Service
 Kenny & Gladys
 1805 Flatbush Avenue
 (between Ave. J & K)
 Brooklyn, NY 11210
718-252-4311

Multiple Service Solution
 Fritz Cherubin
 1374 Flatbush Avenue
 Brooklyn, NY 11210
718-421-6787

RAPID TAX SERVICES & IMMIGRATION
 Chantale Lemorin
 13049 West Dixie Hwy
 Miami, FL 33161
305-895-3288 off
786-306-3767 cell

Colimon Express Services
 Roland Colimon
 30 NE 54th Street
 Miami, FL 33137
305-754-0232

Esteve Enterprises
Income Tax
 Free gift with your tax preparation.
 8402 Flatlands Avenue
 Brooklyn, NY 11236
718-251-1889
718-207-6059 cell

Elie Accounting & Tax Corp.
 9822 NE 2nd Ave., 2nd Flr,
 #3 Miami Shores, FL
 33138
305-758-2008
305-762-2757 cell
 elietaxservices@yahoo.com

Q&S Tax Consultant Services
 Maître Serge
 1358 Flatbush Avenue
 (between Farragut & E 26)
 Brooklyn, NY 11210
718.421.6030

S&S Income Tax
 Sony Sauveur
 8400 Flatlands Avenue
 Brooklyn, NY 11236
718-676-2755
718-496-4960
 www.mizikfm.com

BON BAGAY TAX SPECIALIST
 Pierre L. Michel
 1229 Flatbush Avenue
 (between Newkirk & Ave. D)
 Brooklyn, NY 11226
718.484.0865
347.432.0639

Le Roseau Income Tax & Printing
 Nana Joseph, Manager
 7770 NE 2nd Avenue
 Miami, FL 33138
305.759.8259
305.454.6354

Dieuveille Accounting & Tax Services
 Wilmen Dieuveille
 8226 NE 2nd Avenue
 Miami, FL 33138
305-757-7131

MAXX TAX SERVICES & REAL ESTATE CONSULTANT CORP
Income Tax: Individual • Business
 • Rapid Anticipation Check (RAC)
Real Estate: Residential • Commercial
 • Condo • Coop • Rentals
Get \$20 off with this ad



Highest Quality Service at the Lowest Possible Cost
 Max W. Marcelin, Tax Consultant.
 Cell: **718-954-5384**
 Nou pale kreyò!
 1424 Flatbush Ave., Brooklyn, NY 11210
 (Corner of Farragut Road)
718.576.6601

Frantz Boisson, EA
 Licensed: US Treasury Dept.
TAX & ACCOUNTING
 Individual, Self-employed,
 Corporate, Cabbies, Aliens,
 Business Set-up, Proposals
IRS REPRESENTATION
 Audits, Back taxes, Warrants,
 Levies, Appeals
 3415 Avenue I
 (near Flatbush Ave.)
 Brooklyn, NY
718-462-2085

EXPERT INCOME TAX PREPARATION
 Jean F. Joseph
 Global Multi-Services
 1776 Nostrand Avenue
 (between Glenwood & Avenue D)
 Brooklyn, NY 11226
718.282.8986
347.261.4703 cell

GET YOUR TAX REFUND FAST
 • Income Tax • Insurance (car, life, home, business)
 • Real Estate • Financial Consulting
 • Notary Public • Translations (from French, Creole, Spanish to English)
 • Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
 • Faxing (sending and receiving) • Copying • Electronic Filing
Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
 (between Clarendon Rd & Avenue D)
Chery's Brokerage, Inc.
 1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
Tel: 718-693-8229 * Fax: 718-693-8269
CHERY'S BROKERAGE

Enol Tax Multi Service
 Fastest Refund
 Notary • Immigration
 6235 NE 2nd Ave.
 Miami, FL 33138
 786.923.6137 • 786.257.1329
 ejmix81@yahoo.fr

César Accounting & Tax Services
 Leon César
 2063 Nostrand Ave.
 (bet. Farragut & Glenwood)
 Brooklyn, NY 11210
347.533.9900

Caribbean Tax & Multi Service Solutions
 Renald Fils-Aimé, MSM
 12406 W. Dixie Hwy
 North Miami, FL 33161
305.981.8410
786.556.1945 cell

Grenadier Tax Services
 \$30 off tax preparation with this ad
 1583 Albany Ave.
 Brooklyn, NY 11210
718.421.0162
917.202.3833

PROSTITUTION : ESCLAVAGE LÉGAL AU XXIÈME SIÈCLE ?

Par Anya, Naïm, Soizic & Saskia

« Homme, es-tu capable d'être juste ? Qui t'a donné le souverain empire d'opprimer mon sexe ? Ta force ? Tes talents ? » demandait Olympe de Gouges en 1791. « On ne naît pas femme, on le devient » écrivait Simone de Beauvoir en 1949. Au XXIème siècle, la société entretient toujours les mêmes clichés : la prostitution n'est que le droit de cuissage exercé par le capitalisme. Quand va-t-on enfin envoyer promener les vieux modèles et en construire de nouveaux ?

En juillet 2014, la pénalisation des clients de la prostitution, mesure pourtant phare du projet de loi sur la « lutte contre le système prostitutionnel », a été supprimée par le Sénat [1]. Le progressisme de façade de ceux qui nous gouvernent n'aura pas fait long feu. Sous le prétexte de la complexité du sujet et de la polémique qu'il engendre, les élus ont, une fois de plus, décidé de ne pas aller au bout du projet. Pourtant, la nécessité de lutter contre cette forme d'exploitation est plus que jamais d'actualité.

Il faut rompre avec les idées reçues ; la prostitution n'est pas un « métier comme les autres ». Arrêtons de nous soumettre aux clichés, par exemple à l'argument bidon et faux selon lequel la prostitution serait « le plus vieux métier du monde », qui n'ont qu'un projet : fermer le débat en quelques mots, et donc ne pas apporter de solution au problème.

En réalité, le système prostituteur est un instrument du système capitaliste pour se maintenir. Il constitue une violence et une exploitation qui s'inscrivent dans plusieurs formes de domination. Il s'inscrit tout d'abord dans la domination masculine. Une étude scientifique a montré que 12.7% des hommes en France avouent être clients de prostituées. Le taux pour les femmes est de 0.6% [2]. Et ce taux ne concerne que ceux qui assument leur pratique. Il n'y a donc absolument pas lieu de nier que le système prostituteur existe pour maintenir la domination masculine. Ce système nuit à toutes les femmes, il les réduit à des marchandises sexuelles. Comme toutes les autres formes de discrimination sexiste, il est un obstacle fondamental à l'égalité entre les femmes et les hommes. Il garantit, pour les hommes, la mise à disposition du corps des femmes, qui va en l'encontre du principe fondamental du droit à disposer de son corps.

99% des clients, en France, sont des hommes [3]. La très grande majorité des personnes qui se prostituent sont des femmes, c'est un fait [4]. Ceci démontre bien que le système prostituteur est l'une des expressions les plus dramatiques du système patriarcal, et il serait donc malvenu de chercher une quelconque réciprocity. Il ne s'agit en aucun cas pour les clients de problèmes individuels (comme sont souvent avancées la timidité ou la prétendue laideur), de frustrations personnelles ou d'une manière d'assouvir les soi-disant pulsions naturelles des hommes. Le besoin sexuel n'existe pas biologiquement, il est construit socialement. Le but n'est pas de nier, ce besoin mais de montrer qu'il ne peut en aucun cas être une justification à l'exploitation d'autrui.

Toutefois, le système prostituteur ne s'appuie pas uniquement sur la domination masculine, mais également sur une domination raciste et de classe. Les inégalités économiques que produit le système capitaliste alimentent le système prostituteur. C'est la misère économique qui pousse des individus à vendre leur corps, car cela devient leur moyen de survie. L'exemple fréquemment relayé par les médias des étudiantes qui se prostituent pour financer leurs études est particulièrement parlant. Alors même que l'éducation est un droit fondamental pour tous les êtres humains, et que par conséquent elle devrait être gratuite, les politiques gouvernementales poussent de plus en plus de jeunes filles à vendre leur corps pour suivre leurs études.



La prostitution est une des pires formes d'exploitation au service du système capitaliste

Les prostituées ne sont pas libres de leur choix car il est conditionné par des contraintes économiques, mais aussi psychologiques et/ou mafieuses. Le seul choix, c'est celui des clients, et la lib-

cidentaux vont dans le sens d'une légitimation de ces marchés (drogue, prostitution), à l'instar de l'Espagne qui les a récemment intégrés dans le calcul de son PIB [5].

constat ne s'applique pas seulement aux populations issues de l'immigration, mais à tous ceux qui subissent une domination de race. Par exemple, au Canada, les femmes autochtones sont particulièrement visées par ceux qui prostituent, à cause de leur vulnérabilité due à l'exploitation coloniale et à la pauvreté.

L'adulation, par la classe dirigeante, du libéralisme outrancier, a provoqué une explosion de la marchandisation des corps et du trafic d'êtres humains, qui se base sur la domination Nord-Sud. Les réseaux mafieux utilisent le principe de la libre circulation des biens et des personnes et font par là même exploser le tourisme sexuel. Désormais, sous le prétexte d'exotisme, le slogan sea, sex and sun vient couvrir la sombre logique selon laquelle les hommes riches peuvent exploiter les femmes et les enfants pauvres, et tout ça... sous le soleil !

La prostitution constitue donc une des pires formes d'exploitation au service du système capitaliste. Nous devons la détruire. Pourtant, parmi ceux qui prétendent lutter contre cette exploitation, nombreux sont ceux qui adoptent des positions erronées et contre-productives.

de mieux protéger les prostituées, de les faire reconnaître comme travailleuses à part entière, bénéficiant de droits et de sécurité. Cependant, il suffit de regarder le bilan à l'œuvre dans deux pays qui ont légalisé la prostitution : les Pays-Bas et l'Allemagne. Celui-ci est catastrophique : banalisation des agissements sexistes (notamment du viol), développement du crime organisé, explosion du secteur illégal, détérioration de la situation des prostituées, mais aussi exclusion des femmes du monde des affaires, légitimation des proxénètes en tant que chefs d'entreprise, banalisation de la prostitution comme débouché pour les jeunes filles.

Aux Pays-Bas, les jeunes femmes qui refusent une « offre d'emploi » comme prostituées se voient ainsi retirer leurs droits de chômeurs. La légalisation ne fait que normaliser cette exploitation et entraîner une augmentation de la traite des humains ; l'industrie du sexe représente 5% du PIB des Pays-Bas [6] ! De plus, la légalisation permet aux Hollandaises et Allemandes d'être considérées comme libres, alors que les étrangères qui se prostituent dans ces pays sont toujours victimes de trafic.

D'autres avancent que, pour cette raison, il faut simplement interdire la prostitution, c'est-à-dire la rendre illégale. Seulement, cela entraîne une criminalisation des victimes (les prostituées) et pas des coupables (clients et proxénètes). Cette position ne fait que renforcer la stigmatisation des prostituées et détériorer encore davantage leurs conditions de vie. Elle ne leur offre aucun autre débouché et ne fait donc en fait que déplacer le problème. Interdire une pratique, d'autant plus en pénalisant les victimes, ne l'a jamais abolie.

Par conséquent, la seule position cohérente est celle de l'abolition de la prostitution. Celle-ci n'entend pas simplement l'interdire, la rendre moins visible, ou « humainement acceptable », mais bien attaquer ses causes pour l'abolir totalement. L'abolition de la prostitution passe d'abord par la décriminalisation des prostituées (suppression des mesures répressives et garantie de droits pour toutes les prostituées) et la criminalisation de ceux qui les prostituent (interdiction de tout achat d'acte sexuel, pénalisation des clients, renforcement de la lutte contre le proxénétisme). Elle passe surtout par une remise en cause du système patriarcal dans toutes ses déclinaisons (pornographie, représentation des femmes dans l'audiovisuel, etc.). L'éducation joue un rôle primordial ; plus que promouvoir une égalité de principe, elle doit garantir une égalité de faits.

Néanmoins, il est important de ne pas analyser le système prostituteur de manière isolée. Il est profondément lié au système capitaliste, parce qu'à la fois une de ses conséquences et ce qui l'alimente. C'est pourquoi nous ne pouvons pas abolir totalement la prostitution sans abolir le système capitaliste. Il est essentiel de rompre avec le tabou que veulent imposer les médias et les politiques. Nous devons toutes et tous prendre position en connaissance de cause. Parce que nous sommes contre toute forme d'exploitation, nous sommes abolitionnistes.

Notes :

[1] <http://www.humanite.fr/le-senat-rel...>

[2] Mouvement du Nid, Les clients en question. Enquête d'opinion publique, 2004.

[3] Selon le rapport d'information relatif à la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel du 4 décembre 2013.

<http://www.assemblee-nationale.fr/1...>

[4] Selon le même rapport, 85% des prostituées sont des femmes.

[5] <http://www.courrierinternational.co...>

[6] Richard Poulin, La mondialisation des industries du sexe, Paris, Editions Imago, 2005, p. 22.

Investig'Action 16 février 2015



L'abolition de la prostitution passe d'abord par la dé-criminalisation des prostituées (suppression des mesures répressives et garantie de droits pour toutes les prostituées) et la criminalisation de ceux qui les prostituent



erté, celle d'entreprise des proxénètes. Parmi les marchés illégaux, le système prostituteur est tellement rentable qu'il dépasse en termes de valeur celui du trafic d'armes. Les pays capitalistes oc-

Par ailleurs, on constate que les personnes issues de l'immigration sont surreprésentées parmi celles qui se prostituent, ceci justement parce qu'elles sont davantage touchées par la précarité. Ce

Les arguments avancés par ceux qui souhaitent légaliser ou réglementer la prostitution touchent aux domaines de la santé, de l'hygiène et des droits. Légaliser la prostitution permettrait ainsi

Venezuela : soutien massif au président Nicolas Maduro



Le Haut Commandement Militaire du Venezuela s'est déclaré loyal au président constitutionnel Nicolas Maduro et à la Révolution Bolivarienne

Le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV) s'est joint ce vendredi à la solidarité populaire avec le président Nicolas Maduro, qui, la veille, a dénoncé un plan de coup d'Etat perpétré contre lui. L'organisation politique, avec le Grand Pôle Patriotique qui regroupe d'autres mouvements sociaux a soutenu la gestion du président et annoncé dans un communiqué que des mesures pour défendre la Révolution Bolivarienne sont en préparation, rapporte PL.

Pour sa part, le Haut Commandement Militaire du Venezuela s'est déclaré loyal au président constitutionnel Nicolas Maduro et à la Révolution Bolivarienne, selon Telesur. "Les Forces Armées Nationales réaffirment leur soutien et leur loyauté au président Nicolas Maduro et leur engagement dans la construction du socialisme et la volonté du peuple et avec les postulats du Plan de la Patrie dans la construction du socialisme" a déclaré le ministre de la Défense, Vladimir Padrino Lo-

pez.

"Face à cette situation, les Forces Armées continues à être unies et condamnent tout acte de barbarie, un pays ne se construit pas avec la violence", a-t-il confirmé. Il a signalé que les plans violents, dans le cadre de ce qu'on appelle "l'Opération Jericho", "ont été neutralisés grâce à la loyauté et à l'intégrité des fonctionnaires du pays." Padrino Lopez a affirmé que ceux qui sont impliqués dans les plans de coup d'Etat sont un minuscule groupe et ne représentent pas les Forces Armées Nationales Bolivariennes (FANB). "Nous nous joignons à la ferme condamnation que sentent les Forces Armées pour la conduite d'un minuscule groupe de militaires qui, poussés par les plus mesquines intentions de secteurs apatrides ont souillé le respect et l'image des institutions pour porter atteinte à la démocratie".

Le gouverneur de l'état vénézuélien d'Aragua, Tareck

Suite à la page (16)

Grèce : le virage à gauche, la lutte des classes et les tactiques communistes

2ème partie et fin



partie de la classe dirigeante. Mais le Parti communiste a refusé à l'avance d'avoir une quelconque coopération avec SYRIZA à l'intérieur ou à l'extérieur du parlement. Leur attention s'est plutôt portée sur une verte critique de l'opportunisme et du réformisme électoral de ce parti.

Le rôle du KKE et les communistes Les sièges combinés de SYRIZA et du KKE [ndlr : *Kommounistiko Komma Elladas*, Parti communiste grec] auraient suffi pour former un gouvernement majoritaire sans la participation des Grecs indépendants ou toute autre

Le KKE préconise un programme visant la transformation révolutionnaire de la société, à savoir quitter l'UE et la nationalisation de toutes les grandes industries à passer sous le

contrôle du peuple. Le problème n'est pas avec ce programme, mais avec leur orientation tactique abstentionniste ; elle ne peut pas aider les masses, les guider à y parvenir en ce moment critique.

Coup d'état démantelé au Venezuela !

Une nouvelle tentative de coup d'Etat contre le Gouvernement légitime et le peuple du Venezuela, dans laquelle sont impliqués des officiers de l'Aviation Militaire et des civils, avec le soutien du Gouvernement des Etats-Unis, a été dénoncé ce jeudi par le Président de la République, Nicolas Maduro qui a aussi annoncé que cette action anticonstitutionnelle a été totalement démantelée par les organes de renseignement du Gouvernement national et par les dénonciations de militaires patriotes. "Nous avons démonté, démantelé, un attentat putschiste contre la démocratie, contre la stabilité de notre patrie. Il s'agit d'une tentative pour utiliser un groupe d'officiers de l'Aviation Militaire pour tenter un coup d'Etat", a annoncé Maduro tout en annonçant qu'au petit matin et dans la matinée de ce jeudi, certains de ceux qui sont impliqués ont été arrêtés.

Lors d'une allocution dans la paroisse La Pastora, à Caracas, le Chef de l'Etat a expliqué que l'activation de ce plan, stimulé par la droite vénézuélienne et par l'empire nord-américain, était prévue pour ce 12 février après la publication d'un manifeste appelant à un gouvernement de transition. Ensuite, on allait attaquer avec un avion Tucano, amené de l'extérieur du pays qui portaient des sigles vénézuéliens, un rappel de la Bataille de la Victoire et, en même temps, ils réactiveraient les "guarimbos" (actions de rue violentes) à Caracas et dans d'autres villes du pays.

De plus, on avait envisagé d'enregistrer une vidéo du général de brigade de l'Aviation Oswaldo Hernández Sánchez, alias El Oso, impliqué dans la tentative de coup d'Etat de 2014, raison pour laquelle il est en prison. "Le mode opératoire et l'ordre étaient donnés au moment où ce qui prétendait être le programme du gouvernement de transition qu'ils avaient déjà défini serait activé. Ils voulaient mettre un autre Pedro Carmona Estanga", a-t-il dit.

En outre, il a indiqué que pour impulser l'attentat putschiste démantelé, on a acheté un officier d'Aviation qui fut congédié pour son implication dans le coup d'Etat de l'année dernière et qui fut remis en activité. Celui-ci a réussi à contacter quatre autres camarades officiers. "Ils ont donné à cet officier la tâche de contacter et d'enregistrer la vidéo du général qui a avoué et a été reconnu coupable (...)" A cette occasion, l'intention de ces coups de queue, de ceux qui restent de ce groupe à l'un desquels ils avaient donné un traitement bienveillant, était d'enregistrer une vidéo de ce général et à cette date du 12 février, lors des commémorations, d'armer un avion Tucano et d'attaquer le Palais de Miraflores ou l'endroit où je participerais à ces manifestations", a-t-il déclaré tout en signalant qu'ils allaient aussi attaquer le Ministère de la Défense et le siège de Telesur. Le Président Maduro a noté que cette information a été obtenue par des documents qui étaient en possession des officiers qui sont en prison avec d'autres civils impliqués.

La participation des Etats-Unis aux plans putschistes des Etats-Unis.

Le Président a dénoncé le fait que la droite internationale est impliquée dans le plan dévoilé et neutralisé qui fait partie d'une chaîne d'événements planifiés qui provoquent une instabilité sociale et sont fondés sur les orientations de

ouvrière organisée, dirigée par le KKE, s'empare du pouvoir. Mais ce n'est pas le cas, et le KKE n'en appelle pas activement à l'insurrection. Les larges masses, qui s'orientent vers la gauche, ont de grandes attentes en ce qui a trait à inverser une austérité dévastatrice, et s'attendent à ce que la direc-

tion de SYRIZA le fasse. Pour que se développe largement la conscience révolutionnaire et les conclusions qui s'y rattachent, les masses devront passer par leurs propres expériences politiques qui exposent l'insuffisance de la gauche réformiste. Cette conscience

Suite à la page (16)



Le Président de la République, Nicolas Maduro (au centre), lors d'une allocution dans la paroisse La Pastora, à Caracas



Les officiers responsables de la tentative de coup d'état au Venezuela

l'Ecole des Amériques, au Pentagone. "Le premier événement de grand impact fut l'embuscade économique des 6,7 et 8 janvier, en calculant que je serais à l'étranger. Ils (l'opposition) avaient contacté des groupes, nous en avons capturé plusieurs, pour déstabiliser le pays" en promouvant des actions violentes dans les queues provoquées par la guerre économique promue par la même droite. Cependant, "le peuple vénézuélien n'a pas tenu compte de l'appel", a dit Maduro dans des déclarations diffusées par Venezolana de Televisión.

Il a évoqué le fait que la droite vénézuélienne avait assuré aux Etats-Unis qu'une fois l'embuscade économique en place, l'opposition était en capacité de rendre le pays ingouvernable. Cependant, ils n'ont pas prévu la patience et la maturité du peuple face au coup d'Etat économique.

"Des pillages arrivaient, de grandes marches et après ce genre de choses venait, alors, le débat international, l'appel à une force humanitaire comme l'a fait une personnalité qui est venue dans notre pays (...) et ensuite, ces jours-ci, ils amenaient l'avion Tucano armé pour attaquer et les quatre éléments qu'ils appellent "la tourmente parfaite" se joignaient à l'événement économique, social et militaire."

"C'est le gouvernement des Etats-Unis qui est derrière les plans de déstabilisation et les coups d'Etat au Venezuela" a-t-il souligné tout en attribuant la responsabilité de cette action putschiste à la droite vénézuélienne.

"Je vais faire tous mes efforts pour vaincre toutes ces embuscades et ces coups d'Etat de la droite vaincue et mal en point, de l'empire étasunien qui a décidé de faire pression, de tordre le bras du Venezuela, comme dit Obama", a dit Maduro, qui a appelé le peuple à rester ferme car hésiter "serait perdre tout les efforts de la patrie".

L'Union civique et militaire face à l'anti-constitutionnalité.

Face au démantèlement du plan de coup d'Etat, le chef de l'Etat a renouvelé son appel à l'union civique et militaire pour affronter les tentatives de déstabilisation de l'empire nord-américain et de la droite vénézuélienne. "Nous avons démantelé cet attentat putschiste qui prétendait devenir un coup d'Etat. J'appelle le peuple à être en alerte, j'appelle les Forces Armées à être en alerte, j'appelle à l'union civique et militaire (...)" Je le dis au peuple et aux Forces Armées: s'il y avait un attentat contre moi en tant que président, contre la République, contre la paix de la paix du peuple, ce jour-là, vous avez l'autorisation de décréter un 13 avril civique et militaire pour répondre au coup d'Etat avec toute la force populaire".

De même, il a appelé à protéger la démocratie, comme le 13 avril 2002, quand les forces populaires et militaires se sont unies pour rétablir la voie constitutionnelle de la nation, rompue deux jours auparavant par un coup d'Etat de la droite contre le président de l'époque, Hugo Chavez. "Si un jour quelqu'un exerce la violence contre la démocratie, le peuple doit se décréter en 13 avril permanent (...)" Je le dis et je vais le faire, je ne vais pas les laisser faire plus de dégâts au pays. Nous devons faire deux pas en avant. Il ne peut pas y avoir un 11 avril, le 13 doit être avant le 11", a-t-il souligné.

Il a souligné que la Révolution Bolivarienne est arrivée pour se renforcer comme force politique et sociale pendant tout le XXI^e siècle et au-delà malgré les tentatives de coup d'Etat. "Il ne s'agit pas de Maduro, de cet homme qui est ici. Je suis un homme d'âme, d'esprit et aussi physiquement, je suis en conditions pour toutes les batailles qui arrivent", a-t-il déclaré.

Source en espagnol: AVN.info Caracas, 12 février 2015 Traduction Françoise Lopez Viva Venezuela 13 Février 2015

Israël fournit-il des armes à Al-Qaïda en Syrie ?



Les enfants sont les premières victimes des conflits. Même blessé et déplacé, ce garçon syrien brandit le signe de la victoire et pose devant le drapeau de son pays où c'est écrit "ne t'en fais pas Syrie, nous reviendrons"

Par Asa Winstanley

Un des sujets que le Président syrien ne cesse de répéter depuis le déclenchement de la guerre civile et du soulèvement en mars 2011 est que l'opposition est constituée dans son ensemble d'extrémistes islamistes et d'Al-Qaïda, et qu'aucune présence laïque ou démocratique n'a motivé le soulèvement contre le régime et le gouvernement.

Dans une interview accordée lundi 26 janvier au Foreign Affairs Magazine, Bashar Al-Assad a réitéré cette accusation. Selon lui, Israël est en train de prêter main forte à Al-Qaïda en Syrie. Il a de ce fait repris une blague que les Syriens racontent entre eux et qui cite : « Comment pouvez-vous prétendre qu'Al-Qaïda ne dispose pas d'une armée de l'air ? Mais bien sûr qu'elle possède l'armée de l'air israélienne. »

Il a affirmé que les frappes israéliennes périodiques contre des positions de l'armée syrienne semblent toutes intervenir à point nommé pour coïncider avec les offensives des rebelles.

Ceci dit, et bien qu'il faille rejeter tout discours affirmant que les accusations contre le gouvernement sont illégitimes et infondées, il y a de plus en plus de preuves sur la possibilité réelle de coordination entre Israël et le Front Al-Nusra, la branche Al-Qaïda opérant en Syrie.

A première vue, cela peut paraître bizarre, et pourtant, les faits sont là. Comme je l'ai mentionné dans mon dernier article, et comme l'a souligné un ancien responsable, Israël a, pendant longtemps, adopté la politique de « laisser les deux parties s'entretuer jusqu'à la dernière goutte de sang » envers la guerre civile syrienne.

De la même façon que les États-Unis avaient, plusieurs fois, fourni des armes pendant huit ans aux belligérants irakien et iranien, les gouvernements occidentaux ont une attitude complètement cynique envers la guerre, et Israël ne fait pas exception à la règle.

Il est donc vrai que les États-Unis, l'Europe et Israël n'ont pas été impliqués dans l'armement du régime Al-Assad (et ont en fait armé, entraîné et facilité le combat des groupes rebelles contre le gouvernement) mais en même temps, ils ne paraissent pas très enthousiastes pour que les rebelles prennent le dessus et décrochent une victoire incontestée contre Al-Assad. L'option privilégiée semble être le maintien, le plus longtemps possible, de la guerre civile ; de saigner à blanc Al-Assad et le Hezbollah, les ennemis implacables d'Israël.

Cependant, y-a-t-il vraiment des indices qui prouvent l'existence de liens entre Al-Nusra et Israël ? En décembre dernier, plusieurs médias à couverture relativement faible ont résumé des rapports détaillés de la Force des Nations Unies chargée d'observer le Dégagement

(FNUOD), la force de maintien de la paix établie depuis 1974 pour séparer les deux armées israélienne et syrienne dans le Plateau du Golan occupé illégalement par Israël depuis 1967.

La FNUOD a remarqué qu'il y avait des contacts entre les Israéliens et les rebelles présents sur la partie de la ligne de cessez-le-feu sous contrôle syrien. Ces contacts estimés à 59 rencontres ont eu lieu, tout particulièrement, entre les mois de mars et de mai, durant les périodes d'importants et violents engagements des forces armées syriennes contre les membres de l'opposition armée.

Les rencontres ont permis de confier 89 blessés à l'armée israélienne déployée sur la partie occupée par Israël, et à ce dernier de remettre aux membres de l'opposition armée présents sur la partie syrienne 19 personnes qui ont été soignées et deux individus morts, » (voir le rapport de la FNUOD du 10 juin 2014.) Cependant, le rapport de l'ONU n'émet aucune observation quant à l'affiliation du personnel en question de « l'opposition armée. » La propagande dans les médias Israéliens au fil des dernières années a décrit ces contacts comme un simple fait humanitaire, lié à des groupes « rebelles modérés. »

Mais en réalité, ces rebelles soit-disant modérés de l'Armée Syrienne Libre [ASL] (un terme utilisé pour les combattants rebelles anti-Assad) combattent souvent aux côtés du Front Al-Nusra. Le 27 août dernier, l'ASL et Al-Nusra ont ensemble repoussé les forces armées syriennes et ont pris le contrôle du point de passage de Quneitra qui revêt une importance stratégique et qui se situe entre les sections occupées par Israël et contrôlées par la Syrie du Plateau du Golan. Al-Nusra avait également kidnappé des soldats de la paix de l'ONU.

Cela s'est donc passé à environ 25km au nord de la Position 85 où le rapport du 10 juin de la FNUOD a constaté la présence de contacts réguliers entre les soldats Israéliens et les combattants rebelles.

Dans ce même rapport, la FNUOD a également déclaré avoir observé des soldats Israéliens en train de « remettre deux boîtes aux membres armés de l'opposition, » un acheminement qui va de la partie occupée par Israël vers la partie sous contrôle syrien. Un rapport de l'ONU du 1er décembre a souligné qu'au lendemain de la prise de contrôle du point de passage de Quneitra par Al-Qaïda (au mois d'août), « la FNUOD a remarqué que de temps à autre, il y a échange entre des membres armés de l'opposition et l'armée israélienne le long de la ligne de cessez-le-feu, aux alentours de la Position 85 de l'ONU. »

Tout cela pourrait ne pas constituer la preuve absolue de liens entre Israël et Al-Qaïda ; mais ce sont des éléments qui portent fortement à croire en cette thèse. Peu de temps après l'enlèvement des soldats de la paix, Inna Lazareva, correspon-

Conversation avec le Président syrien Bachar al-Assad !

3ème partie et fin

Le 20 janvier 2015, à Damas, le Président syrien Bachar al-Assad a accordé une entrevue à M. Jonathan Tepperman, Rédacteur en chef du Foreign Affairs Magazine. Voici le texte intégral publié simultanément le lundi 26 janvier 2015, en anglais et en arabe, par le magazine newyorkais, le site de la Présidence syrienne et l'Agence Arabe Syrienne d'Information SANA. Nous l'avons traduit à partir de la version anglaise. [NdT].

67. M. Jonathan Tepperman : Décrivez [la guerre en Syrie], au cas où vous penseriez qu'elle va dans le bon sens du point de vue de votre gouvernement. Des analystes indépendants ont suggéré que votre gouvernement contrôle actuellement 45% à 50% du territoire syrien.

Bachar al-Assad : Tout d'abord, si vous voulez une description de l'arène, ce n'est pas une guerre entre deux pays, entre deux armées, avec incursion et perte d'une partie du territoire qu'il vous faut reprendre. Ce n'est pas cela. Nous parlons de rebelles qui s'infiltrent dans les zones habitées par des civils. Vous avez des terroristes syriens qui soutiennent des terroristes étrangers et les aident à se cacher parmi ces civils. Ils lancent ce que vous appelez des attaques de guérilla. C'est la forme de cette guerre, de sorte que vous ne pouvez pas la regarder comme étant une question de territoire. Ensuite, là où l'armée syrienne a voulu pénétrer, elle a réussi ; mais elle ne peut être présente sur chaque kilomètre du territoire syrien. C'est impossible. Nous avons opéré quelques avancées ces deux dernières années. Mais si vous me demandez « Est-ce qu'elle va bien ? », je réponds que toute guerre est mauvaise, car vous perdez toujours et qu'il y a toujours de la destruction. La principale question est : qu'avons-nous gagné dans cette guerre ? Ce que nous avons gagné est que le peuple syrien a rejeté les terroristes ; qu'il a encore plus soutenu son gouvernement et son Armée. Avant de parler de gagner des territoires, parlons de gagner les cœurs, les esprits et le soutien du peuple syrien. C'est ce que nous avons gagné. Le reste est d'ordre logistique et technique. C'est une question de temps. La guerre va dans le bon sens, mais n'empêche pas les pertes au niveau national. Vous perdez des vies, vous perdez votre infrastructure, et la guerre elle-même a de très mauvais effets sur la société.

68. M. Jonathan Tepperman : Pensez-vous que vous finirez par vaincre les rebelles militairement ?

Bachar al-Assad : S'ils n'ont pas d'appui extérieur et, disons-le, s'ils ne sont pas alimentés par le recrutement de nouveaux terroristes, il n'y aurait aucun problème pour les vaincre. Même aujourd'hui, nous n'avons pas de problème militaire. Le problème réside dans cette alimentation continue et, principalement, en provenance de Turquie.

69. M. Jonathan Tepperman : Donc, la Turquie semble être le voisin qui vous préoccupe le plus ?

Bachar al-Assad : Exactement. Aussi bien du point de vue logistique que

dante du Telegraph et du Sunday Times en Israël et qui entretient de très bonnes relations avec le système de sécurité israélien a, de façon assez surprenante, cité une source israélienne (l'ancien chef du département « Al-Qaïda et le Jihad » dans l'armée israélienne) qui minimise et atténue la réputation sanguinaire d'Al-Qaïda. « Jabhat Al-Nusra n'est pas du tout l'EIS, » a expliqué le Major Aviv Oreg en évoquant le groupe de « l'État Islamique, » (une ramification d'Al-Qaïda qui a tout récemment été impliquée dans une guerre de territoire avec le Front Al-Nusra et qui sont presque complètement identiques sur

le plan idéologique.)

Pour Ruth Sherlock, correspondante du Telegraph : « Il y a eu de plus en plus de preuves par des témoignages isolés sur des échanges et manœuvres entre Israël et les groupes de l'opposition, y compris Al-Nusra, opérant à proximité du Plateau du Golan. »

De récents rapports publiés en ligne par Vice News et Al-Monitor parlent aussi de contacts entre Israël et Al-Nusra dans la même région (même si le rapport d'Al-Monitor est basé sur des sources anonymes.)

Dans son entretien avec Chris-



Le Président syrien Bachar al-Assa

du point de vu du financement du terrorisme par l'Arabie saoudite et le Qatar, à travers la Turquie.

70. M. Jonathan Tepperman : Blâmez-vous Erdogan en personne ? Vous aviez autrefois de bonnes relations avec lui.

Bachar al-Assad : Oui. Parce qu'il appartient à l'idéologie des Frères Musulmans qui est la base d'Al-Qaïda et qui fut la première organisation politique islamique à favoriser un Islam politique violent au début du XXème siècle. Il y est fortement ancré et est un farouche partisan de ses valeurs. Il est très fanatique, et c'est pourquoi il soutient toujours l'EIIL. Il est personnellement responsable de ce qui est arrivé.

71. M. Jonathan Tepperman : Voyez-vous d'autres partenaires potentiels dans la région ? Par exemple, le général Al-Sissi en Égypte ?

Bachar al-Assad : Je ne voudrais pas parler de lui personnellement, mais aussi longtemps que l'Égypte, son armée et son gouvernement, combattront le même genre de terroristes -comme en Irak- nous pouvons certainement considérer ces pays comme susceptibles de coopérer à notre combat contre un même ennemi.

72. M. Jonathan Tepperman : Deux questions finales, si vous le permettez. Pouvez-vous imaginer un scénario où la Syrie reviendrait au statu quo d'avant les combats, il y a près de quatre ans ?

Bachar al-Assad : Dans quel sens ?

73. M. Jonathan Tepperman : Dans le sens où la Syrie est à nouveau unie, non divisée, contrôle ses frontières, commence sa reconstruction dans un pays en paix où prédomine la laïcité.

Bachar al-Assad : Si vous regardez la carte militaire actuelle, vous verriez que l'Armée syrienne est présente partout. Pas en tout lieu, ni en tout coin, mais au nord, au sud, à l'est, à l'ouest, et au centre. Si le gouvernement n'avait cru en une Syrie unifiée qui retrouverait sa position, il n'aurait pas déployé l'Armée. Si le peuple n'y avait cru, vous auriez vu les gens isolés dans des ghettos, en fonction de leur ethnie, de leur confession ou religion. Tant qu'il en est ainsi, que les gens continuent à vivre ensemble, que l'Armée est partout en sachant qu'elle est composée de toutes les couleurs du tissu social syrien, cela signifiera que nous croyons, tous, que la Syrie redeviendra ce qu'elle était. Nous n'avons pas d'autres choix. Dans le cas contraire, tous les pays voisins seront affectés. S'agissant d'un même tissu, l'effet domino s'étendra de l'Atlantique au Pacifique.

74. M. Jonathan Tepperman : Aujourd'hui, si vous deviez adresser un message au Président Obama, quel serait-il ?

Bachar al-Assad : Je pense que, normalement et partout dans le monde, l'on s'attend à ce qu'un fonctionnaire travaille dans l'intérêt de son peuple. Alors, les questions que j'aimerais poser à tout Américain sont : Que gagnez-vous à soutenir les terroristes dans notre pays, dans notre région ? Qu'avez-vous obtenu en soutenant les Frères Musulmans, il y a quelques années, en Égypte et dans d'autres pays ? Qu'avez-vous obtenu en soutenant quelqu'un comme Erdogan ? Il y a sept ans, l'un des représentants de votre pays m'a demandé à la fin d'une réunion, en Syrie : « Comment pensez-vous que nous pourrions résoudre le problème en Afghanistan ? ». Je lui avais répondu : « Vous devriez être capables de traiter avec des fonctionnaires qui ne sont pas des marionnettes et qui peuvent dire non ». Donc, que les États-Unis cherchent uniquement des responsables marionnettes et des états clients, n'est pas le moyen de servir les intérêts de votre pays. Vous êtes la plus grande puissance dans le monde d'aujourd'hui, vous avez beaucoup de choses à propager dans le monde entier : la connaissance, l'innovation, l'intelligence artificielle avec ses effets positifs. Comment pouvez-vous être les meilleurs dans ces domaines et les pires en matière de politique ? C'est contradictoire. Je pense que le peuple américain devrait analyser et se poser ces questions. Pourquoi avez-vous échoué dans toutes les guerres ? Vous pouvez créer la guerre, vous pouvez créer des problèmes, mais vous ne pouvez en résoudre aucun. Vingt ans que dure le processus de paix en Palestine et en Israël et vous ne pouvez rien y faire, bien que vous soyez un grand pays.

75. M. Jonathan Tepperman : Mais dans le contexte de la Syrie, à quoi ressemblerait une meilleure politique [US] ?

Bachar al-Assad : À celle qui préserve la stabilité au Moyen-Orient. La Syrie est le cœur du Moyen-Orient. Tout le monde sait cela. Si le Moyen-Orient est malade, le monde entier sera instable. Lorsque nous avons commencé le processus de paix, en 1991, nous avons beaucoup d'espoir. Maintenant, plus de vingt ans après, les choses ne sont même pas au point de départ, mais bien en-deçà. Donc, la politique US devrait aider à la paix dans la région, à combattre le terrorisme, à promouvoir la laïcité, à soutenir le secteur économique, à la progression de l'esprit et de la société comme c'est le cas dans votre pays. Telle est la mission supposée des États-Unis, non celle de déclencher des guerres. Déclencher la guerre ne fait pas de vous une grande puissance.

Dr Bachar al-Assad
Président de la République arabe syrienne

Source: Foreign Affairs Magazine 26/01/2015
Texte traduit de l'anglais par Mouna Alno-Nakhal LGS 29 janvier 2015

Source: Foreign Affairs Magazine 26/01/2015
Texte traduit de l'anglais par Mouna Alno-Nakhal LGS 29 janvier 2015

tian Science Monitor, un porte-parole de l'armée israélienne n'a pas infirmé les rapports de la FNUOD qui indiquent que la partie israélienne entretient des liens avec les rebelles Syriens.

* Asa Winstanley est un journaliste indépendant basé à Londres qui séjourne régulièrement dans les TPO. Son premier livre "Corporate Complicity in Israel's Occupation" est publié chez Pluto Press.

Middle East Monitor
30 janvier 2015
Traduction : Info-Palestine.eu - Niha
9 février 2015

Obama tente de marginaliser les irréductibles anti-Syriens

Par Thierry Meyssan

Après de longues hésitations, l'administration Obama a adopté sa nouvelle Doctrine de Défense. Pour le Levant, il n'est plus question de « remodeler le Moyen-Orient élargi », ni de renverser le président Bachar el-Assad, mais uniquement de « réduire » l'Émirat islamique. La Maison-Blanche espère remettre sa machine militaire en ordre et en marche. Pour ce faire, le président Obama tente d'obtenir le soutien du Congrès.

En demandant au Congrès de voter une « Autorisation pour l'emploi de la force armée » (Authorization for Use of Military Force - AUMF), le président Obama a décidé, enfin, de clarifier la politique des États-Unis au Levant.

Selon sa proposition de loi, le Pentagone serait autorisé à poursuivre Daesh sans limitation dans l'espace (c'est-à-dire à la fois en Irak et en Syrie, puis n'importe où), en utilisant des hommes au sol pour le renseignement et le soutien aux frappes aériennes, mais pas pour le combat terrestre, enfin pour une durée de 3 ans renouvelables [1] ; une définition de mission correspondant en tous points aux exigences du chef d'état-major interarmes, le général Martin Dempsey [2].

Au cours des dernières années, seules 2 « autorisations pour l'emploi de la force armée » ont été votées. La première, le 14 septembre 2001, autorisait à attaquer les nations, organisations ou personnes liées aux attentats du 11-Septembre, tout autant que celles liées à d'autres groupes terroristes quels qu'ils soient, sans limitation de temps [3].

La seconde, le 2 octobre 2002, autorisait l'invasion de l'Irak [4]. Elle était inutile, vu que Washington accusait Saddam Hussein de soutenir al-Qaïda depuis de longues années, y compris pour l'organisation d'attentats en France, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Italie, en Allemagne et en Russie (sic) [5]. Mais elle s'avéra nécessaire lorsque cette accusation grotesque fut abandonnée et que le général Powell présenta, en nom personnel, ses piteuses excuses [6].

Treize ans plus tard, la proposition Obama ne vise pas à légaliser l'opération de la Coalition internationale anti-Daesh, car le texte de 2001 est amplement suffisant, mais en réalité à priver de toute légalité les opérations contre la République arabe syrienne. C'est exactement ce que le secrétaire à la Défense Chuck Hagel avait réclamé par écrit, fin octobre [7], et qui lui valut

d'être limogé sur pression du Likoud israélien et des néo-conservateurs états-uniens [8].

Le rapport de forces a donc évolué en faveur de la Maison-Blanche. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu est en difficulté pendant sa campagne électorale. Sa venue au Congrès a été remise à plus tard, malgré l'invitation qu'il s'était fait envoyer par le président de la Chambre des représentants. Aussi les néo-conservateurs états-uniens feront tout pour retarder le vote de la proposition de loi dans l'espoir d'une réélection de leur champion à Tel-Aviv.

D'ores et déjà, à Washington, le sénateur John McCain, président de la commission des Forces armées, bat le tambour pour faire échouer la proposition Obama. Tout en affirmant vouloir détruire Daesh, l'homme qui niait nos révélations selon lesquelles il a rencontré le « calife » Ibrahim al-Baghdadi, en mai 2013 [9], a finalement admis, le 16 septembre 2014 sur Fox News, être en contact permanent avec l'état-major de « l'Émirat islamique » [10]. S'appuyant sur son expérience vietnamienne, il expliquait que les États-Unis devaient s'allier au diable pour renverser la République arabe syrienne ; un objectif désormais inutile et dangereux pour Washington, mais toujours indispensable pour le projet likoudnik d'un État sioniste s'étendant du Nil à l'Euphrate.

Le vote de la proposition Obama devrait demander des semaines, voire des mois. Si elle est adoptée, elle mettra à la fois un terme définitif à l'engagement états-unien contre le peuple syrien et au projet de « remodelage du Moyen-Orient élargi », donc à la création d'un « Kurdistan » pro-israélien et d'un « Sunnistan » terroriste, à cheval sur la Syrie et l'Irak [11].

La logique d'Obama semble acquise par Ban Ki-moon. Son envoyé spécial pour la Syrie, Staffan de Mistura, devrait rendre un rapport affirmant que l'on ne peut pas combattre efficacement Daesh, ni mettre fin au conflit syrien sans l'aide du président Bachar el-Assad.

Notes

[1] "Joint resolution to authorize the limited use of the United States Armed Forces against the Islamic State of Iraq and the Levant (Proposal)", by Barack Obama, Voltaire Network, 11 February 2015.

[2] "Martin Dempsey's big win", Philip Ewing & Jeremy Herb, Politico, February 12, 2015.

[3] "Joint Resolution to authorize the use of United States Armed Forces against those responsible for the recent

Interview exclusive de Manuel Zelaya, président renversé du Honduras !

Par Jean Araud

Après le coup d'état qui a eu lieu en 2009, le Honduras est devenu l'un des pays les plus violents du monde. Le président mis en place lors du coup d'Etat, Roberto Micheletti, ainsi que son successeur Porfirio Lobo, bien qu'élus par élections populaires, n'ont dans un premier temps été reconnus par aucun des pays d'Amérique Latine. Le Journal de Notre Amérique offre à ses lecteurs une interview du président constitutionnel du Honduras Manuel Zelaya, réalisée par Jean Araud, le correspondant d'Investig'Action à Caracas.



Manuel Zelaya

Jean Araud : Monsieur le président, vous avez été victime d'un coup d'Etat. Vous vous étiez déclaré de gauche, éloigné de Washington, et permis au Honduras d'incorporer l'ALBA, l'Alliance Bolivarienne. Quand le coup d'Etat eut lieu, Chavez se montra très préoccupé. Vous avez souvent parlé avec amitié de lui. Quels souvenirs gardez-vous du Président Chavez ?

Manuel Zelaya : Chavez est un produit de l'histoire. La dynamique sociale n'est rien d'autre que l'interrelation des conditions dans lesquelles vivent les êtres humains. Ce qui a créé Chavez, ce sont les conditions de soumission, de pauvreté, de dépendance, une hégémonie qui s'exerce sur toute l'Amérique Latine dans une ambiance propice à créer une guerre civile. Et vous savez ce qui forme tout cela... Considérez la dynamique sociale, on l'appelle la dialectique, la façon dont l'être humain progresse. L'oppression forme un révolutionnaire qui devient libérateur. C'est cela Chavez : un révolutionnaire du XXIème siècle. Fidel a été le révolutionnaire du XXème siècle. Même si nous ne négligeons pas les mérites de Fidel en ce siècle, Chavez a été un révolutionnaire du XXIème siècle. Il nous a appris à organiser des élections, à vaincre l'empire avec ses propres armes, avec ses propres systèmes. Il a élevé la dignité d'un peuple et éliminé les frontières... Chavez a éliminé les frontières, car il était un internationaliste solidaire. Il a internationalisé la solidarité. Il a parlé de l'humain. Il s'est réuni avec les peuples arabes, le peuple palestinien,

les opprimés. Chavez est une personnalité dont nous ne pouvons pas encore mesurer la dimension

A mesure que passeront les années, nous pourrions mesurer, non pas sa dimension messianique et "prophétique", qu'il avait aussi, mais l'importance de son legs, les leçons que nous devons apprendre de la vie de Chavez. Il créa une dynamique sociale, une force qui maintenant nous permet d'avancer. C'est comme le conte de la mythologie grecque, l'Icare qui va vers le soleil et qui, dans son espoir d'embrasser le soleil, fait fondre ses ailes et tombe et meurt. Mais il laisse une trace dans l'espace, dans l'univers, il laisse un repère que nous devons suivre. C'est cela Chavez.

Jean Araud : Pouvez-vous nous résumer la situation actuelle du Honduras ?

Manuel Zelaya : Nous avons un niveau de pauvreté de 73%. La pauvreté a augmenté durant ces cinq dernières années. A 73%, avec des personnes qui vivent avec moins d'un dollar par jour. C'est grave. Deuxièmement, nous occupons à ce jour la première place des pays les plus violents du monde, avant l'Irak et l'Afghanistan. Les massacres, les morts, les assassinats, la torture, les homicides sont quotidiens. La commission inter-américaine vient de faire un rapport précis sur ce thème, ils ne sont donc pas sans ignorer la situation. En même temps, le Honduras est gouver-

né par un parti très conservateur de la droite et dirigé par les Etats-Unis.

Les politiques de sécurité au Honduras sont directement appuyées par les Etats-Unis et le Pentagone. Ce qui nous préoccupe beaucoup car, au lieu de renforcer l'état démocratique et l'état de droit, cette situation accentue la violence et la barbarie. La politique mise en oeuvre au Honduras a pour résultat de désarticuler le pays, non de l'unifier, ni de créer un système démocratique.

Jean Araud : Comment les pays de Notre Amérique peuvent-ils vous aider à résoudre la crise au Honduras ?

Manuel Zelaya : En fait, la politique d'intervention des Etats-Unis a augmenté au lieu de diminuer. L'agression contre le Venezuela s'est renforcée... de même que la violence au Mexique... Il y a peu, le procureur général des Etats-Unis a créé deux programmes. L'un s'appelle "catway" et l'autre "rapide et furieux", l'un s'appliquant au Mexique et l'autre au Honduras, pour remettre des milliers d'armes au crime organisé afin de le renforcer. Vous imaginez ! Une enquête est d'ailleurs menée aux Etats-Unis à ce sujet.

Je ne crois pas que le comportement dominateur des Etats-Unis diminue envers nous. Mais je crois que les peuples d'Amérique Latine ont acquis plus de conscience politique et résistent donc mieux. Nous devons nous organiser pour nous défendre et surtout pour proposer une issue au modèle économique qui a appauvri une grande partie de notre région. Nous saluons cette résistance pacifique de l'Amérique Latine envers l'interventionnisme et l'agression nord-américaine et européenne, envers les grandes transnationales qui vivent dans ces régions... Nous estimons que les meilleures manières de les bloquer sont l'unité et l'intégration. Il n'y a pas autre chose à faire que créer des blocs d'opposition qui puissent nous permettre de négocier, de nous asseoir aux réunions de discussions et aux réunions de négociations. Car il n'y a aucun signe que les Etats-Unis vont céder dans leurs prétentions.

Investig'Action No1
Février 2015

attacks launched against the United States", Voltaire Network, 14 September 2001.

[4] "Joint Resolution to authorize the use of United States Armed Forces against Iraq", Voltaire Network, 16 October 2002.

[5] « Discours de M. Powell au Conseil de sécurité de l'ONU - Partie 6/7 », par Colin L. Powell, Réseau Voltaire, 11 février 2003.

[6] « Colin Powell regrette ses ac-

cusations contre l'Irak », par Ossama Lotfy, Réseau Voltaire, 12 septembre 2005.

[7] « Contre qui le Pentagone se bat-il en Syrie ? », Réseau Voltaire, 1er novembre 2014.

[8] « Obama a-t-il encore une politique militaire ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 1er décembre 2014.

[9] « John McCain, le chef d'orchestre du « printemps arabe », et le

Calife », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 août 2014.

[10] « John McCain a admis être en contact permanent avec l'Émirat islamique », Réseau Voltaire, 19 novembre 2014.

[11] « La Coalition divisée sur ses objectifs », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 10 novembre 2014.

Réseau Voltaire International
Damas (Syrie) | 16 février 2015

PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings

Riesar
Solutions LLC

Si vous voulez éviter la perte de votre maison à cause de divorce, de testament, de "foreclosure", de "tax liens", et d'autres problèmes, ou si vous aimeriez la vendre rapidement à bon prix, téléphonez:

(800)299-1096

RUSH SERVICE
SAME DAY MOST

TRANDUCTIONS
TRANSLATIONS
RESUME PREPARATION

FAX SERVICE
HAITI & CARIBBEAN

TAXES EMPLOYEE DRIVERS BABYSITTERS
CURRENT & BACK YEARS SELF-EMPLOYED
FILED YEAR-AROUND

K-EXPRESS
lakay se lakay

1864 NOSTRAND AVE
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY
OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM
347-406-7823 / 718- 284-3156
FAX 347- 529-2593

Law Office of
DENNIS MULLIGAN

DENNIS MULLIGAN,
Attorney-at-Law

All aspects of Immigration Law

- TPS
- Residency
- Citizenship

Over 20 years experience

Nous parlons français

11 Broadway
New York, NY 10004
(near all trains)
646-253-0580

MENEZ JEAN-JEROME
Attorney at Law

Real Estate
Immigration-Divorce

4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

selon eux, est susceptible d'engendrer de nouvelles crises politiques. En effet, le CEP, dans son avant projet de calendrier, prévoit un premier tour pour les législatives en juillet et le second tour le 25 octobre 2015 qui coïncide au premier tour de l'élection présidentielle. Quant aux scrutins pour les Maires, Caséc et Asec, ils auront lieu en janvier 2016 lors du second tour de la présidentielle. Ce qui nous donne six mois d'intenses activités électorales si toutefois les acteurs acceptent tel quel cet agenda. Outre le calendrier électoral annoncé par le CEP, on a appris aussi que le projet de Décret électoral appelé Cadre légal par les responsables était déjà acheminé à tous les partis politiques et à la Société civile pour d'éventuelles propositions. Ces entités avaient jusqu'au mercredi 11 février 2015 pour retourner leurs copies avec leurs suggestions.

Selon Pierre-Louis Opont, le document final devrait être expédié le vendredi 13 février 2015 au Palais national pour publication dans Le Moniteur, le journal officiel. Sauf que tout ne s'est pas passé comme prévu. Les Conseillers électoraux qui attendaient la réaction des dirigeants politiques en ont eu pour leur argent. La conférence de presse du CEP a été considérée comme une déclaration de guerre aux partis politiques. Au lieu de calmer les esprits, elle a fait l'effet inverse. C'est une volée de bois vert qui a accueilli les propositions du Président Opont concernant le calendrier électoral qu'il a proposé. L'ensemble des acteurs politiques s'est soulevé comme un seul homme pour critiquer verbalement la décision unilatérale de proposer un agenda pour les scrutins. Certains leaders politiques, entre autres le professeur Sauveur Pierre-Etienne, Coordonnateur général de l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL) et même Rosemond Pradel, Secrétaire général de la Fusion des Sociaux Démocrates, un parti membre du gouvernement, contestent énergiquement cette façon de faire qu'ils qualifient d'irresponsable, allant jusqu'à soupçonner le Collège électoral de préparer le terrain pour les candidats du pouvoir ou de nouvelles crises post-électorales.

Ils se ruent tous dans les médias pour dire tout le mal qu'ils pensent du calendrier et mettent en garde Pierre-Louis Opont, s'il persiste dans ce qu'ils voient comme une tentative de coup d'Etat électoral. Pris de panique et totalement dépassé par les réactions inattendues dont les unes plus violentes que les autres, Opont se voit contraint et forcé de produire illico presto un communiqué de presse pour rectifier le tir. Dans ce que le Président appelle mise au point du CEP, on peut lire que : « Le Conseil Electoral Provisoire informe le public en général, la presse, les partis politiques, les groupements et regroupements de partis politiques, les Partenaires Nationaux et Internationaux en particulier, qu'à la conférence de Presse donnée par le Conseil le mardi 10 février 2015, aucun calendrier électoral n'a été présenté ».

En fait, ce que le Président du CEP a oublié de dire c'est qu'à aucun moment dans sa conférence de presse, il était question de propositions provisoires.

Il a même argumenté et développé devant la presse le calendrier qu'il proposait pour la tenue des élections insistant sur la date du 25 octobre qui n'est pas négociable pour le premier tour de la présidentielle et le second tour des législatives. Craignant peut-être qu'on l'accuse d'être de mêche avec le pouvoir, surtout qu'il traîne déjà une mauvaise réputation en matière électorale en compagnie de son ami Gaillot Dorsainvil, Pierre-Louis Opont s'empresse de se défendre en faisant machine arrière sur l'agenda qu'il avait bel et bien concocté avec les autres Conseillers et présenté lors de la conférence de presse. Vu que certains dans l'opposition commencent à le soupçonner de préparer ce qu'ils appellent le « coup de Gaillot », Opont a préféré prendre les devants en lâchant du lest.

Pour commencer, il recule la date du retour des réponses des partis politiques au mercredi 18 février, le temps que tous les dirigeants politiques prennent connaissance du document. Certains d'entre eux, en effet, se plaignent de ne l'avoir pas reçu. D'autres arguant qu'ils l'ont eu par une tierce personne ou en ont entendu parler dans les médias.

Bref, rien de très officiel. Finalement, le Président du CEP écrit dans son communiqué au sujet de la conférence de presse qu'« Il s'agit d'un ensemble d'informations qui ont été partagées avec la presse et le public, portant notamment sur les premiers actes du Conseil dans la perspective des prochaines élections. L'envoi d'un projet de Décret électoral 242 articles, 69 pages aux fins de consultations, a été communiqué et seulement les grandes lignes d'une proposition de calendrier électoral, qui sera discutée avec les partis politiques ont été exposées. Le Conseil avait pris le soin d'indiquer que ce calendrier ne sera élaboré qu'après consultation avec les acteurs concernés, en particulier les partis politiques ».

En tout cas, les opposants au Président Martelly n'ont pas raté cette première sortie maladroite pour semer encore plus de suspicion sur la plupart des Conseillers électoraux. Enfin, on peut dire que le CEP de Pierre-Louis Opont n'a pas vraiment réussi sa première prise de contact avec l'opinion publique. Alors que Pierre Manigat Junior, dans son rôle de vice-Président du CEP, a déclaré que la Communication sera un élément très important pour le Collège électoral afin de mobiliser les électeurs et pour une très grande transparence du processus. Il table sur une participation de 40 à 50% d'électeurs lors des différents scrutins. Par ailleurs, on sait qu'il y avait au moins plus d'une centaine de formations politiques (108) qui s'étaient déjà inscrites au CEP de l'ère Fritz Canton et Max Mathurin, deux

Présidents éphémères. Vont-elles reprendre la procédure d'inscription ou non ? Les Conseillers n'avaient pas de réponse dans l'immédiat. D'autres s'interrogent sur ce nombre déjà pléthorique. Faut-il s'arrêter là, ou bien le CEP a-t-il l'intention de prolonger l'inscription des partis et des plateformes politiques, histoire de satisfaire ceux qui prendront le train en marche ? Le tout est de savoir : est-ce le nombre ou la qualité qu'on cherche ? En revanche, pour les BED et BEC contestés, le CEP a mis en place, selon Pierre Manigat Junior, un Comité pouvant statuer sur ces dossiers litigieux.

D'ailleurs, en avant goût à cette conférence de presse, le Président du Conseil Electoral Provisoire, Pierre-Louis Opont, s'était illustré le vendredi 6 janvier 2015 lors d'un débat organisé à l'Université Quisqueya sur la question d'élections en Haïti. « Qui élit nos Présidents » était le terme de ce débat très intéressant dans la mesure où le sujet est d'actualité, sans oublier la qualité des intervenants et de l'assistance. Les anciens candidats Charles Manigat, Jude Célestin, Mirlande Hyppolite Manigat, Jacques Edouard Alexis qui fut aussi deux fois chef de gouvernement (Premier ministre), ont raconté leur expérience durant les élections passées. Il y a eu aussi l'intervention très remarquée d'un ancien haut responsable de l'OEA en Haïti, le professeur Ricardo Seintenus du Brésil qui, durant longtemps, a été un témoin clé de tout ce que faisait cette Communauté internationale en Haïti en terme d'élection/sélection. Ricardo Seintenus a confirmé en tant qu'ancien acteur de cette ingérence dans les affaires intérieures haïtiennes ce que tout le monde disait et savait. Les « amis » d'Haïti s'opposent même à l'introduction du vote électronique dans le pays, jugé trop fiable. Ils ne pourront pas trafiquer les résultats.

Enfin, l'expérience vécue de l'ancienne Conseillère du CEP, Ginette Cherubin qui ne manque pas une occasion de relater ce que c'est cette institution soumise aux influences politiques et à l'occupation étrangère. Finalement seul Pierre-Louis Opont a vu les choses différemment. Pour le Président du CEP, il faudra poser la question autrement allant même à la formuler : « En Haïti, qui décide du choix du Président élu ? ». Selon l'ancien Directeur du CEP de l'ère Gaillot Dorsainvil, c'est toujours le peuple haïtien depuis 1987 à nos jours qui élit son Président. Mais ce sont les « pays amis » qui font le choix de la personne à élire, nuance-t-il. Cette criante vérité a été testée lors de la présidentielle de 2010-2011 avec le choix de Mirlande Hyppolite Manigat à la place de Jude Célestin au premier tour et le choix de Michel Martelly contre la constitutionnaliste au second tour. En tout cas, avec cette série d'activités relatives au processus électoral au cours de cette année, l'on peut dire que même timidement, la machine électorale semble avoir démarré et ce pour le meilleur ou pour le pire.

incentive for soldiers to volunteer abroad is thus very considerable. An added incentive is the right to travel to Europe or North America on UN-issued visas.

Military officers, who already earn very high salaries, pensions and additional funds, also boost their salaries when they go on missions. They are already an inflated, upper segment of an inflated army.

It is shameful to hear arguments that have been made by Frente Amplio parliamentarians or senators that participation by Uruguayan soldiers in UN missions allows the soldiers to then buy a small house. Or worse, they argue that missions provide opportunities in actual combat, conveniently overlooking who it is (i.e. local populations) that are killed or injured by such "opportunities."

Haiti threatens a good thing

This comfortable business in foreign military missions has always been challenged by the MINUSTAH mission in Haiti for a host of reasons:

- The Haitian people have consistently rejected foreign occupation of their country.

- The government of President Martelly is increasingly taking shape as a dictatorship.

- The Uruguayan social organizations, including the national trade union center, have always demanded complete and immediate withdrawal of Uruguayan troops from Haiti. Each year, Parliament must approve the extension of Uruguay's participation in MINUSTAH (the Security Council itself must approve the mission in a vote each year). In these annual votes, the Frente Amplio has imposed a military discipline on its parliamentary bloc (the notorious, "hand in a cast" votes). (3) This has led to the resignation of three FA deputies in the recent period, who refused out of principle, to vote for keeping troops in Haiti. This is the only issue in the FA over which internal differences have come to such a point. (4)

- On top of all this, Uruguayan forces in Haiti have displayed the worst forms of conduct. There has been corruption in military purchases and ineptitude of military aviators, causing a crash with fatal consequences (the ministry of defense falsified the record of flying hours of pilots serving in Haiti to have their credentials accepted by the UN). The whole world viewed on the internet the scandalous images of Uruguayan soldiers anally raping a young Haitian at a Uruguayan naval base in Haiti. That has turned out to be the lasting image of Uruguay in Haiti.

Faced with all these difficulties, the Mujica government is attempting an intermediate solution. It is conducting a gradual withdrawal, in stages, already completed in part.

From its peak of 1,100 soldiers, the number is now 240. To deal with the increasingly embarrassing evidence of the authoritarian drift of the government of Martelly, Uruguay is joining with other foreign powers to pressure Martelly into an agreement with the political opposition in Haiti for the holding of elections to the Senate and Chamber of Deputies. The electoral mandates of deputies and senators have expired, and Martelly threatens to rule by decree.

Uruguayan Foreign Minister Luis Almagro has virtually extorted Martelly with the threat of immediate withdrawal of the Uruguayan troops if the political deadlock is not solved, a rather unusual diplomatic style for a small country, to say the least. Meanwhile, President Mujica has stated emphatically that Uruguay "will not be a praetorian guard of a dictatorship."

Uruguayans who are truly anti-colonialist do not agree with any "imposition of liberty" on Haiti from abroad. They are demanding unconditional and unilateral withdrawal of troops. But even if we treat the gestures of Mujica and Almagro as signs of good intention, these have failed. Why? Because Martelly does not govern Haiti.

Martelly and his government are nothing more than Yankee puppets. What's more, they have lost control of the situation. They no longer have anything to offer to Haitians short of Martelly's resignation. This is what the Haitian people are now demanding in street protests and in other forms of struggle, day after day.

Prospects for Haiti, for MINUSTAH, and for Uruguay's role

So what is happening in Haiti? There is no agreement between the government and the political opposition. The Parliament [Senate] is no longer functional because there have been no elections as the mandates of senators and deputies expired. Martelly's government now rules by decree as [is] a dictatorship; the people are demanding his resignation as well as the departure of foreign occupation troops. Popular mobilizations are growing. In Uruguay, Mujica's government now faces a very big dilemma: to act as a praetorian guard of a dictatorship, or use the law approved by Parliament in December (proposed by Mujica himself) which contains the option of a complete withdrawal of the troops. Mujica's government will end at end of February. His successor Tabaré Vázquez, also FA, will return to the presidency, having served from 2005-10. He wants a political rapprochement with the United States. The situation in Haiti has provoked internal tension and debate in the government.

There is still no Uruguayan decision on withdrawal from Haiti. The government is "watching" to see if a dictatorship becomes installed in Haiti or whether this can be averted.

Defense Minister Fernandez Huidobro defends the position of keeping the troops. Like Mujica, he is a former guerrilla of the Tupamaros movement. But in the early 1970s, after he was captured and imprisoned and while the Tupamaros were still operating under the command of its legendary founder Raul Sendic, Huidobro began negotiations with the military. He said he wanted the military government to adopt a "nationalist agenda" and accord better treatment of prisoners. In exchange, he would advocate that the guerillas give up their arms. No accord materialized, and Huidobro's efforts served to camouflage the ongoing military dictatorship.

Today, Huidobro is a strong supporter of maintaining the status quo with the military, including leaving its privileges untouched and

Suite à la page (19)



VLC AUTO REPAIR

- Engines • Transmissions
- Brakes • Starters
- Oil Change • Alternators
- Inspections

547 Albany Ave. Brooklyn, NY 11203
Nou pale kreyòl!
718.363.2873

BED STAR


Car & Limo Service

- 24 Hour Radio Dispatched
- Fast Response • All Airports

528 Empire Blvd., Bklyn, NY 11225
718.771.2299

LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL

LEARN TO DRIVE



La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

GREAT LEGACY AUTO SCHOOL



**"At Great Legacy We Convert
Your Fears Into Confidence"**

**8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236**
(718) 676-4514
(718) 942-4242

Martine Dorestil, Owner
Danny Dorestil, General Manager

5 Hour Classes
Defensive Course Saturday 9AM

JETCO Shipping



- Boxes, Barrels, Containers
- Cheapest Rates & Best Service
- Door to Door Service to
All 10 Haitian Departments
- Shipping within 6 Weeks

Etienne Victorin

**963 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226**
Office: 718.856.2500
Cell: 347.998.7112

ne se développera pas alors que les gens apprennent à leurs dépens, quitte à faire appel après aux communistes, ce qui semble être la stratégie du KKE.

Un parti communiste doit jouer le rôle le plus actif possible aux côtés du peuple sous quelque forme que puisse présenter leur lutte pour la réforme. Il doit lui prouver qu'il représente les éléments les plus aptes au sacrifice, les plus capables, les plus doués de principe à chaque étape de cette lutte. Les personnes qui désirent un changement profond, mais qui gardent des illusions de sociaux-démocrates ne sont généralement pas portés à suivre ceux qui, de façon correcte, avaient prédit leur échec. Il est plus probable que s'installe la démoralisation ou une sensibilité croissante pour la droite et la démagogie fasciste qui historiquement a fait usage de telles divisions entre les communistes et les sociaux-démocrates.

Le refus du KKE de former quelque front uni que ce soit avec SYRIZA, même de façon très conditionnelle et critique, crée un mur entre les membres du parti et les millions de gens qui viennent de voter pour SYRIZA parce qu'ils veulent réussir à inverser l'austérité imposée par les banquiers. Cela rend plus difficile, pas plus facile, de briser politiquement les rangs de SYRIZA et de s'écarter de son leadership social-démocrate.

La direction réformatrice de SYRIZA est parfaitement satisfaite de ce que le KKE n'insiste pas pour un gouvernement à majorité socialiste / communiste. Ceci lui permet de s'en tirer avec sa base et lui permet d'ouvrir des négociations avec les banquiers de l'Europe, étant ainsi libre de la souillure d'être associée au «parti communiste.» Mais la crédibilité des communistes ne croît pas en relation avec ce qui pourrait être perçu comme un sabotage actif de la part des sociaux-démocrates. De nombreux partisans de SYRIZA acceptent le discours de leur direction leur disant que les refus sectaires des communistes ont rendu nécessaire des compromis avec la droite.

Dans sa célèbre polémique en 1920 *La Maladie infantile du communisme* (le «gauchisme») Lénine passe en revue l'histoire de compromis complexes des bolcheviks, les fronts unis électoraux avec les réformistes, et d'autres manœuvres tactiques qui étaient essentielles pour gagner de larges masses à la nécessité de la révolution. Les tactiques léninistes – y compris la formation et le retrait de fronts unis temporaires avec des partis non-révolutionnaires – provenaient des luttes politiques variées et complexes qui étaient une condition préalable à la maturation de la conscience révolutionnaire.

Qu'est ce que le KKE aurait à perdre en apportant une certaine forme de soutien critique sur la question clé de se défaire des diktats du brutal régime d'austérité? Il pourrait, en conservant son indépendance politique, former un front uni pour obtenir une majorité parlementaire. Cela ne devrait pas les



Toutes les personnes progressistes et douées d'esprit révolutionnaire doivent se tenir debout avec les travailleurs grecs

contraindre à prendre des postes au sein du Cabinet – il y a de nombreux précédents dans de nombreuses démocraties parlementaires dans ce sens. Cela accroîtrait leur crédibilité auprès des masses, et même leur petite minorité aurait une influence considérable dans le gouvernement parce qu'ils pourraient à tout moment se retirer et jeter la direction de SYRIZA dans une crise. Le faire à un tel moment, si SYRIZA venait à abandonner clairement son programme de lutte contre l'austérité, serait populairement compris (et adopté) par de nombreux partisans de SYRIZA.

Si le KKE était disposé à prêter un soutien critique au gouvernement Tsipras, poussant à la radicalisation à tout moment, critiquant la direction de SYRIZA chaque fois qu'il serait nécessaire, il trouverait presque certainement un public empressé au sein d'une partie très importante et politisée de la classe ouvrière, et de sections considérables de SYRIZA. Il affaiblirait l'aile droite, portant ainsi les Grecs indépendants à quitter le pouvoir et forcerait la direction de SYRIZA soit à abandonner cette alliance soit à s'exposer eux-mêmes.

En fait, l'abstention complète ne peut être qu'inapplicable à un moment où la lutte de la classe ouvrière contre le capital s'articulera autour d'initiatives législatives. Déjà, les mesures et les promesses initiales contre l'austérité de la SYRIZA ont conduit à une instabilité financière accrue, et on en verra davantage dans les semaines à venir. Cela encouragera les dirigeants réformistes au sein de SYRIZA à demander d'«aller lentement.» Si les communistes rejoignent un bloc gouvernemental clairement voué au renversement de l'austérité, ils auraient un public beaucoup plus large et de la crédibilité à montrer leur propre approche contre les banques.

Le KKE n'a pas non plus offert à la base de SYRIZA un «front uni venant d'en bas», ce qui montrerait une détermination à construire la lutte contre l'austérité là où il importe le plus de le faire: dans les lieux de travail, les écoles et les communautés. Le KKE a offert le

leadership indispensable à ces luttes dans le passé, mais sa pratique est de ne mobiliser ses membres que pour les activités, les marches et les actions qu'il a entreprises et dont il est à la tête. C'est intenable dans une situation où des millions de personnes appuient un parti radical concurrent et où la situation politique nécessite de toute urgence leur mobilisation massive. De même, la construction d'institutions dotées de double pouvoir – qui émergent dans toutes les crises révolutionnaires pour exprimer la puissance de la classe ouvrière – n'est pas concevable sans la participation des partisans de SYRIZA.

À une époque où les luttes clés émergent contre l'érosion criminelle du niveau de vie des travailleurs, le KKE a, à l'avance, exclu de nombreuses formes de lutte unie de la classe ouvrière.

Lors d'une récente conférence du parti, le KKE jurait de renoncer à la possibilité – à l'avance – de fusionner ou de s'unir avec quelque scission de gauche que ce soit de SYRIZA. Ceci défie la conception léniniste de la tactique, et un siècle d'expérience politique de la classe ouvrière. Tous les processus révolutionnaires produisent des formes d'organisation nouvelles et inattendues, d'unification et de scission. En somme, tout en maintenant un programme révolutionnaire, le KKE semble avoir une orientation tactique prudente et défensive, visant à maintenir ses propres membres de la classe ouvrière en dehors de l'influence de SYRIZA. L'autre approche serait de participer de façon agressive et de combattre activement en tant que tendance numériquement faible à influencer la base soutenant SYRIZA et qui désormais se compte clairement par millions.

Défis dramatiques à venir

Dans les prochains mois, le gouvernement de SYRIZA devra faire face à de nombreux défis qui menaceront sa survie. Les premières élections ont eu lieu parce que SYRIZA était en mesure de bloquer l'élection d'un nouveau président – un rôle essentiellement honorifique qui nécessite un vote à la

Suite à la page (18)

El Aissami, a aussi manifesté, au nom de ses homologues bolivariens, son soutien à Maduro qui a condamné la conspiration patronnée depuis les Etats-Unis. El Aissami a affirmé que Maduro n'est pas seul et peut compter sur le soutien des 20 gouverneurs des 20 états représentants de la Révolution Bolivarienne, pour mener à bien le mandat donné la veille par Maduro leur demandant de sortir dans la rue avec le peuple s'il lui arrivait quelque chose.

De la même façon, le président de l'Assemblée Nationale, Diosdado Cabello, a assuré que toute attaque de ce genre, dans laquelle serait impliquée la droite locale, serait une attaque contre le peuple. Dans son émission de télévision Con el Mazo Dando, avec le maire de Caracas, Jorge Rodríguez, le leader parlementaire a montré des preuves convaincantes du coup d'Etat qui impliquent Washington et des députés de l'opposition comme Julio Borges et Antonio Ledezma.

Solidarité mondiale avec le Venezuela.

Pendant ce temps, l'UNASUR, le Parlato et plusieurs leaders de la région se sont prononcés en soutien à la démocratie au Venezuela et au président national Nicolas Maduro face à la tentative de coup d'Etat démantelé dans le pays.

Le secrétaire général de l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR), Ernesto Samper, a exprimé ce vendredi le soutien de cet organisme au Gouvernement du président vénézuélien. Sur son compte Twitter, il a écrit que "des possibilités de coup d'Etat militaire au Venezuela révèlent une escalade préoccupante de la violence contre sa démocratie".

Il a aussi affirmé que "l'UNASUR réaffirme sa volonté de trouver des chemins démocratiques et pacifiques et réitère son soutien Président Nicolas Maduro".

Pour sa part, le président de Bolivie, Evo Morales, a exprimé ce vendredi sa solidarité avec la Révolution Bolivarienne et avec Nicolas Maduro, après avoir appris la tentative de coup d'Etat dans son pays, coup d'Etat "qui prétend ne pas respecter la démocratie des peuples".

Depuis le Palais du Gouvernement, Morales a précisé qu'il y a 2 jours, il a eu une conversation téléphonique avec Maduro qui l'a informé sur des "sujets délicats" et des secteurs qui ne respectent pas la démocratie au pays, la volonté de son peuple, avec une tentative de coup d'Etat.

Le président du Parlato, Angel Rodríguez, a déclaré à Telesur que cette semaine, ils dénonceront devant le Ministère Public vénézuélien le plan de coup d'Etat pour qu'une enquête soit faite sur les dirigeants de l'opposition Julio Borges et Antonio Ledezma. Rodríguez a dit qu'avec l'UNASUR, l'OEA et la CELAC uniront leurs efforts pour faire respecter les institutions. Il a souligné que bien que

le plan putschiste ait échoué à cause de l'intervention des autorités vénézuéliennes, on doit faire une enquête dessus et que "si nous le voyons comme une action isolée, cela n'a pas de sens, c'est la situation délicate qui se révèle".

Une action dirigée depuis les Etats-Unis.

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a annoncé jeudi que son gouvernement a démantelé ce qu'il a qualifié "d'attentat putschiste dirigé depuis les Etats-Unis contre la Constitution et le peuple".

Le chef de l'Etat, qui a appelé les Vénézuéliens à être en alerte et à préserver la paix face à ces menaces, a révélé lors d'une rencontre avec la jeunesse vénézuélienne que la manœuvre a été démantelée grâce à un officier loyal qui a dénoncé l'orchestration de l'émeute par des militaires traités.

Maduro a insisté pour qualifier cette action "d'attentat putschiste parce qu'elle n'a pas amené de coup d'Etat" en utilisant l'aviation militaire. Il a remercié les militaires de la patrie et les organes de renseignement et de contre-espionnage parce que "grâce à eux, nous avons pu donner une suite et démanteler complètement cette manœuvre".

Deux officiers et deux civils enregistraient la vidéo et un officier nous envoyait l'information sur tout cela, a-t-il révélé, selon PL. Le président a déploré que parmi les conjurés, tous en prison en ce moment, se trouvait un militaire du nom d'Hernandez qu'il avait pardonné pour une tentative similaire l'année dernière à cause de la bienveillance de la Révolution Bolivarienne "qui nous fait souvent agir avec magnanimité parce que nous sommes chavistes".

Cet individu a reçu l'ordre, l'argent et le plan des opérations d'importants secteurs politiques, c'était un groupe financé depuis Miami qui enregistrerait une vidéo sur un officier emprisonné et le 13 février, un avion Tucano attaquerait le Palais de Miraflores où le Président participait à une réunion.

Selon Maduro, l'ordre aurait été donné quand les conjurés auraient annoncé un programme de gouvernement de transition conçu par eux sous le nom d'Appel aux Vénézuéliens à un plan d'action pour la transition" et ensuite, se seraient succédées des actions violentes parmi lesquelles des assassinats ce jeudi à Caracas.

Ils prétendaient prendre un endroit où j'ai été élevé dans l'église de San Pedro, très lié à moi, s'enchaîner aux médias, annoncer un show international et ensuite, au milieu de ce scandale, l'attaque aérienne pour chercher ce qu'ils appellent "la crise parfaite", a-t-il expliqué.

Granma 13 Février 2015
Traduction Françoise Lopez
Cuba si France
14 Février 2015

TAP TAP HAITIAN RESTAURANT

TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people in their struggle for justice and democracy.
819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

VENUS RESTAURANT

Specializing in Caribbean & American Cuisine

We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..

670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226
"Venus, l'endroit idéal"
718-287-4949

Immaculé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn

Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue (entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue (entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

KATOU RESTAURANT

5012 Ave M (Entre E. 51 et Utica)
10h am – 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots – Poissons – Poissons Gros Sel – Dinde – Poulet – Cabri – Boeuf – Légumes
Bouillon le samedi – Soupe le dimanche – Bouillie de banane le soir
Appelez le 718-618-0920
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

Canada : la police déjoue un projet de "tuerie de masse"



La maison où le jeune homme de 19 ans a été retrouvé mort. (Reuters)

La police canadienne a permis d'éviter une tuerie le jour de la Saint-Valentin. Deux jeunes, une Américaine de 23 ans et un Canadien de 19 ans, avaient l'intention d'aller dans un lieu public (...) et d'ouvrir le feu pour tuer des citoyens, puis de se suicider, a indiqué la Gendarmerie royale du Canada (GRC), qui a "agi rapidement" pour lever toute menace.

La tuerie était programmée samedi pour la Saint-Valentin, dans un lieu achalandé de la ville d'Halifax, en Nouvelle-Ecosse à l'Est du Canada. Mais la police a déjoué l'attaque à temps. Tout a commencé jeudi quand elle a reçu une information sur "une menace sérieuse" en lien avec des armes, a indiqué vendredi la Gendarmerie royale du Canada (GRC) en précisant "avoir agi rapidement" pour lever toute menace.

Une jeune Américaine de 23 ans, originaire de Geneva en Illinois (centre des Etats-Unis), et un jeune homme de 19 ans, originaire de Timberlae, petite localité en banlieue ouest d'Halifax, avaient l'intention d'aller dans un lieu public (...) et d'ouvrir le feu pour tuer des citoyens, puis de se suicider", a indiqué la GRC.

Un suspect retrouvé mort, trois autres personnes arrêtées

Au fil de son enquête, la police a localisé le jeune de Timberlae dans la nuit de vendredi, un peu avant 01h30 (05h30 GMT) dans une résidence où il a été retrouvé mort, a indiqué la GRC sans préciser si des échanges de tirs avaient eu lieu ou si le suspect s'était suicidé. Une demi-heure après la police interceptait la jeune femme accompagnée d'un homme de 20 ans sur la route entre l'aéroport et Halifax. Puis

vendredi vers 11h00, un mineur âgé de 17 ans était arrêté à Cole Harbour, au sud d'Halifax, en relation avec ce complot de tuerie de masse, selon les enquêteurs.

"Je ne caractériserais pas cela comme une affaire de terrorisme", a rapidement déclaré le commissaire adjoint de la GRC de la Nouvelle-Ecosse, Brian Brennan, pour rassurer la population. C'est plutôt "un groupe d'individus qui étaient dans le même état d'esprit de commettre un geste haineux et de se suicider ensuite", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

"La possibilité de pertes importantes de vie était bien là"

Si ces jeunes "avaient été en mesure de mettre leur plan à exécution, la possibilité de pertes importantes de vie était bien là", a estimé le commissaire-adjoint de la GRC. Il n'a pas voulu révéler l'endroit où le public aurait été en nombre pour le jour de la Saint-Valentin et où ces jeunes avaient planifié leur fusillade.

Les enquêteurs n'ont donné aucune indication sur le degré d'implication des deux jeunes Canadiens en garde à vue. La GRC a indiqué avoir saisi des armes, sans en révéler la nature, et de l'argent. "Nous pensons que nous avons interpellé tous les individus impliqués dans cette affaire, et la menace est circonscrite", selon la GRC qui a travaillé en collaboration avec la police de l'Illinois sur cette enquête.

La police a appelé les Canadiens à faire preuve de vigilance et à signaler, sans aucune hésitation, tout ce qui serait suspect dans ce qu'ils voient ou entendent autour d'eux.

LJJ 14 février 2015

Aux États-Unis, la vie des musulmans ne compte pas !

Par Nadia El-Zein Tonova & Khaled A Beydoun

Dans les fusillades de Chapel Hill, le fait que les trois victimes sont musulmanes a éclipsé leur nationalité américaine. Indépendamment de ce que proclament les appels à la mobilisation et les hashtags, les vies musulmanes en Amérique n'ont pas d'importance. Le lendemain de l'assassinat des trois étudiants américains à Chapel Hill, les réactions suscitées confirment cette vérité brute.

Les trois victimes - Deah Barakat, 23 ans, son épouse Yusor Mohammad, 21 ans, et sa sœur Razan Mohammad Abu-Salha, 19 ans, ont été assassinées vers 17 heures mardi. L'identité du tueur, Craig Stephen Hicks, âgé de 46 ans, a été révélée environ sept heures plus tard.

Malgré l'annonce de ces faits et la preuve probante que les meurtres ont très probablement pour motif la haine raciste, les médias nationaux sont restés silencieux. Par expérience, nous savons qu'une inversion des identités raciales et religieuses - un coupable arabe et musulman et des victimes blanches - aurait suscité l'attention immédiate des médias à l'échelle nationale et mondiale. Mais étant donné que Barakat et les sœurs Abu Salha étaient arabes et musulmanes, les médias se sont bien gardés d'assurer une couverture des faits.

En plus de la dévaluation par les médias des vies musulmanes, les politiques gouvernementales soutenues par l'État et ciblant les Américains musulmans illustrent la confusion entretenue entre l'identité musulmane et une menace terroriste. La politique institutionnelle, sous la forme de la surveillance étatique, du profilage et des programmes anti-radicalisation, provoque de la suspicion vis-à-vis de l'identité musulmane et l'assimile à de la subversion, ce qui enhardit une violence nourrie par la haine des individus comme Hicks.

Entre les fausses déclarations des médias et leur négligence, et la surveillance systématique de l'État à l'égard des musulmans, les faits aux États-Unis mènent à la conclusion indéniable que les vies musulmanes n'ont pas d'importance.

« Les musulmans sont le mal »

C'est peut-être irréaliste d'attendre des mêmes médias qui ont à plusieurs reprises dénaturé les musulmans qu'ils se précipitent pour couvrir les faits. L'attaque contre le tabloïd Charlie Hebdo au début de janvier, et l'enchaînement des événements dramatiques impliquant des coupables musulmans, montrent bien que « les



Les trois victimes Deah Shaddy Barakat, 23, son épouse Yusor Mohammad âgée de 21 ans, et sa jeune sœur de 19 ans Razan Mohammad Abu-Salha ont été assassinées

musulmans ne sont dignes d'intérêt que quand ils sont derrière un pistolet. Et pas en face »

Cependant, les « trois victimes étaient des citoyens américains » disent leurs proches et tous ceux qui les pleurent. Ou, que c'étaient « des étudiants méritants à l'avenir prometteur, et aux dossiers sans tache ». Deux d'entre eux, Deah et Yusor, étaient mariés depuis à peine quatre semaines. Une vie à deux, avec des enfants et une clôture blanche, étaient dans leur horizon.

Ni leur nationalité ni le rêve américain conventionnel n'ont protégé les victimes de la haine. Ils étaient musulmans. Cette marque était celle qui importait le plus. L'identité musulmane a pris le pas - et très probablement pour Hicks - sur le fait que les trois victimes soit américaines. Leur religion est ce qui a le plus compté pour les médias américains qui ont bien voulu couvrir l'évènement.

CNN, Fox Nouvelles, et MSNBC ont fini par faire le récit des meurtres mercredi matin, soit plus de 12 heures après l'assassinat des trois jeunes adultes, amenant les musulmans à se demander : « Si les victimes étaient blanches et non-musulmanes, et le coupable musulman, est-ce que les principaux médias auraient été aussi lents à réagir et à couvrir les événements ? »

Non. Il n'est question des musulmans que quand ils ont le mauvais rôle. Pas celui de victimes. C'est ce qui



Le tueur Craig Stephen Hicks, âgé de 46 ans

est démontré par les bruits répandus les uns à la suite des autres, et cette histoire « de différent pour une place de parking » au lieu de dire que la haine était le principal motif de l'assassinat.

Lorsque la politique de l'État incite à la violence individuelle

La politique de l'État ciblant les musulmans marque les membres de cette communauté démographique comme suspects présumés. La surveillance de la NSA, les programmes de contre-extrémisme (PATRIOT) et les stratégies de Suspicious Activity Reporting, sont mis au point derrière les murs de l'État. Mais ces politiques déterminent également les stéréotypes et stimulent la violence bien au-delà.

Ce programme complet qui est à la fois synchronisé et en expansion, est construit sur la perception que

Suite à la page (18)

CATERING & TAKE-OUT

Now 2 Locations in Brooklyn

1738 Flatbush Avenue
(b/t Aves I & J)
718.258.0509

2816 Church Avenue
(b/t Nostrand & Rogers Aves.)
718.856.2100

Murette's

BANQUET HALL

Baby Shower • Weddings • Conférences • Dinner Events • Repass
• Birthdays • Graduation • Much More!

4618 Avenue N (btwn Schenectady & E. 46th), Brooklyn, NY
Nou pale kreyòl!
Tel: 646.474.7560

AMBIANCE EXPRESS

- Restaurant
- Fritaille
- Patés

2025 Nostrand Avenue
(just off Farragut Road)
Brooklyn, NY

General Manager: Marie S
718.434.4287

Hommage à Celia Sanchez Manduley

Au nom de Cuba, la population de la Ville a rendu hommage à Celia Sanchez Manduley, en témoignage de sa profonde affection et de son respect pour cette figure historique de la Révolution, à l'occasion du 35e anniversaire de sa disparition

En présence d'Olga Lidia Tapia Iglesias, membre du Secrétariat du Parti communiste ; de Roberto Morejon, chef de département au Comité central ; de Sonia Perez Mojena, première secrétaire du Parti, Teresa Amarelle Boue, secrétaire générale de la Fédération des femmes cubaines, a qualifié Celia d'exemple de valeurs éternelles qu'elle a prônées et mises en pratique : le patriotisme, la loyauté, la modestie et une sensibilité humaine inépuisable, aussi bien pour apprécier et promouvoir la beauté et la simplicité que pour résoudre avec dévouement les problèmes des gens.

« Nous devons faire nôtres ses qualités et transmettre ses leçons de vie aux jeunes », a-t-elle déclaré, en faisant référence non seulement à son héroïsme de combattante, mais aussi à la femme qu'elle fut au sein de sa famille et à ses qualités personnelles.

Avec des poèmes, des fleurs, des danses et des chants, la ville de Manzanillo a rendu hommage à l'héroïne inoubliable, attachée à cette région par des liens naturels du sang et par sa fidélité absolue au moment critique de la guerre clandestine au cours de laquelle elle devint un soutien vital pour la survie des guérilleros rebelles au moment où ils se déplaçaient dans la Sierra.



Celia Sanchez Manduley

représentants de la Fédération des femmes cubaines (FMC) et de l'Association des combattants de la Révolution cubaine (ACRC) se sont rendus en cortège au Panthéon des Forces armées révolutionnaires (FAR) au cimetière de Colomb, où reposent les restes de la combattante de la Sierra et de la Plaine.

Dans son intervention, Lissette Gonzalez Garcia, secrétaire générale de la FMC à La Havane, a souligné que Celia était le symbole de l'essence des valeurs humaines et révolutionnaires, qu'elle fut une fervente admiratrice des idées de José Martí, et a signalé sa loyauté sans limites envers la Révolution et le commandant en chef Fidel Castro. Une des femmes cubaines au rôle majeur dans la lutte clandestine et dans la guerre de libération qui, après le triomphe de la Révolution a assumé des responsabilités importantes jusqu'à son décès le 11 janvier 1980.

Un hommage mérité

À cette occasion, à La Havane, des

Granma La Havane

12 Janvier 2015

Le Contingent Henry Reeve proposé pour le Prix Nobel de la Paix

Les syndicats réunis à Trondheim dans le cadre de la conférence annuelle de la Confédération générale du travail de Norvège, ont recommandé à l'unanimité la candidature au prix Nobel de la Paix 2015 du Contingent international de médecins cubains Henri Reeve, spécialisé dans les situations de catastrophes et de graves épidémies.

Selon un communiqué publié sur le portail de Cubaminrex, lors d'une réunion avec les travailleurs norvégiens, l'ambassadrice de Cuba dans ce pays, Maria Esther Fiffé Cabreja, a souligné les prouesses et le dévouement de ces médecins qui ont su gagner la reconnaissance, l'affection et le respect de millions d'êtres humains dans le monde. La diplo-

mate a ajouté qu'au nom de la vie et de la Révolution, des vies sont sauvées et des millions de personnes dans le monde victimes de catastrophes et d'épidémies sont prises en charge par nos spécialistes, comme c'est le cas à l'heure actuelle en Afrique de l'Ouest, où 256 professionnels cubains de la santé sont en première ligne dans la lutte contre l'épidémie à virus Ebola.

Le contingent Henry Reeve porte le nom d'un jeune Nord-américain mort au combat au XIXe pendant de la guerre d'indépendance de Cuba contre le colonialisme espagnol.

Granma La Havane.
5 Février 2014

Suite de la page (16)

majorité des trois cinquièmes au Parlement. Pour nommer avec succès un remplaçant, le nouveau gouvernement – à moins d'un appui du KKE ou de Aurore dorée – aurait besoin de s'attirer le soutien d'un nouveau parti de centre-gauche appelé «La Rivière», ainsi que du Parti socialiste modéré, en plus des Grecs Indépendants. Cela peut bien agir comme une autre pression modératrice sur SYRIZA.

En outre, le gouvernement devra rembourser 11,4 milliards d'euros de dette au cours de l'été, ce qui signifie que SYRIZA n'a que quelques mois pour faire un accord avec la Troïka. Alors que les classes dirigeantes impérialistes, en général, ne souhaitent pas une victoire de SYRIZA, certains secteurs capitalistes gardent l'espoir que cela peut aider à faire avancer l'Europe loin de l'approche «seulement l'austérité» de l'Allemagne et vers des politiques qui visent à stabiliser le capitalisme en stimulant la demande. Le gouvernement de Tsipras est peut-être en mesure d'exploiter ces différences entre les impérialistes, mais le temps ne

travaille pas pour lui.

La classe ouvrière grecque a une formidable histoire de lutte, de la résistance antifasciste pendant la Seconde Guerre mondiale à la Guerre Civile de 1946 à 1949, la lutte contre la dictature militaire de 1967 à 1974 et jusqu'au mouvement du moment contre l'austérité et la troïka. Cette situation dramatiquement nouvelle fera appel à chaque once d'expérience et d'organisation accumulée au fil des ans.

Toutes les personnes progressistes et douées d'esprit révolutionnaire doivent se tenir debout avec les travailleurs grecs alors qu'ils sont confrontés à cet énorme défi. Les banques sont susceptibles d'adopter une ligne dure non pas parce que la dette de la Grèce est tellement énorme et économiquement importante, mais parce qu'elles sont inquiètes d'un précédent qui inverserait l'austérité, pourrait se répercuter largement à travers l'Europe et être imité prochainement en Espagne. Enfin de compte, l'équilibre des forces dans la lutte de classe internationale, et en particulier à travers la zone euro, sera d'une importance décisive.

¡Hasta siempre Comandante!
,Chavez pour toujours!

Cuentos del araño* / Histoires** du vendeur de gâteaux

RÉVOLUTIONNAIRES

8. Danilo Anderson

Nous nous rappelons tous ici l'étape terriblement difficile que nous avons vécue, lorsque le Tribunal suprême de justice a pris cette décision qui a secoué le pays : « Il n'y a pas eu de coup d'État ici et le Président n'a pas été séquestré, mais surveillé par des militaires pleins de bonnes intentions ». Voilà la justice qu'ils veulent. Ils ont applaudi des deux mains à cette déclaration. Quel cynisme ! Cette nuit là, quelqu'un m'a appelé : « Envoyez les tanks sur le Tribunal suprême, Président, ne vous laissez pas faire. » « Non, je ne vais pas envoyer les tanks, c'est ce qu'ils veulent. Nous allons résister pour voir qui tient le coup le plus longtemps, carajo! (ndlr: putain !) » Et nous voilà, nous sommes là tandis qu'eux ils fuient comme des rats, mis en échec par l'histoire, par leur propre ombre.

Je me souviens que j'ai vu Danilo Anderson [1] en train de parler en direct dans une conférence de presse. Il a commencé à dénoncer certaines choses, et ils menaient d'accuser untel et untel, des gens du pouvoir. Parce qu'on entend souvent dire que Chavez accumule le pouvoir. Mais il faut voir comment eux avaient accumulé le pouvoir. Et quel pouvoir ! Des présidents qui soumettaient le Tribunal suprême, la Cour suprême. Des assemblées, des congrès, des préfectures et des mairies, et des entreprises, PDVSA, la CVG [2] et des banques. Tout était concentré entre leurs mains, tout le pouvoir politique, économique. A genoux devant l'empire.



Hugo Chávez Frías



Danilo Anderson. Procureur qui menait l'enquête sr les auteurs du coup d'État d'avril 2002, assassiné le 17 novembre 2004.

Alors quand j'ai vu Danilo, mon instinct m'a alerté, cet instinct que l'on développe peu à peu. Avec le temps et l'expérience, il suffit parfois d'un détail, et là je me suis dit : « Ils vont le tuer. » Et

je vous jure que j'ai cherché à le contacter, mais je devais partir, je ne sais plus où j'allais. « Appelez Danilo pour moi ». Et la caravane est partie en trombe vers Maiquetia [3]. « Et Danilo ? » « Non, aucune nouvelle, il ne répond pas. » « Trouvez-le moi. » Nous sommes revenus. Danilo, bam ! Plus de Danilo. Isaias Rodríguez [4] a appelé un soir : « Président, ils ont tué Danilo » « Non ! Dis-moi que c'est faux. » C'est pour cela que j'insiste tant sur les détails, il aurait peut-être suffi d'un appel et ils ne l'auraient pas tué. Je lui avais demandé de changer de maison, nous avions renforcé la sécurité autour de lui, mais ils l'ont attrapé seul, ils l'ont pris au dépourvu.

Ndlr.

* Araño: vendeur de gâteaux (en forme d'araignée) [du mot araña : araignée].

** Histoires racontées par Chávez au cours de ses allocutions télévisées « Allô Presidente ! » pendant ses 14 années au pouvoir, dont 300 ont été collectées par deux journalistes cubains et traduites par Karine Alvarez.

[1] Danilo Anderson. Procureur qui menait l'enquête sr les auteurs du coup d'État d'avril 2002, assassiné le 17 novembre 2004.

[2] CVG. Corporación venezolana de Guayana, qui intègre une quinzaine de grandes entreprises, dans l'État de Bolivar.

[3] Maiquetia. Ville située dans l'État de Vargas.

[4] Isaias Rodríguez. Procureur de la République de 2000 à 2008.

Suite de la page (17)

les musulmans sont des « combattants ennemis », « des risques de sécurité nationale » et qu'ils sont « inassimilables ».

Les lois dans le passé pour limiter la naturalisation des musulmans ont été construites sur des préjugés racistes et orientalistes. Cependant, les politiques de l'État qui profilent et persécutent aujourd'hui les musulmans sont encore basées sur ces mêmes prémices. En plus de favoriser les pratiques discriminatoires de l'État, les lois anti-musulmanes ont largement répandu les stéréotypes selon lesquels les musulmans sont violents et indisciplinés, menaçants et anti-américains. En s'appuyant sur ces stéréotypes, ce réseau de lois et de programmes anti-musulmans enhardit les individus comme Hicks à exercer leur propre violence.

Il serait trompeur d'isoler les lois et politiques anti-musulmanes dans la diffusion de la culture islamophobe et anti-arabe. Elles renforcent plutôt cette psychose déjà existante, également amplifiée par la couverture biaisée des informations et de fausses présentations comme au cinéma, illustrées de façon éclatante dans des films comme American Sniper.

Cependant, ces lois et programmes ne sont pas les produits d'un studio de Hollywood. Ils ne sont pas livrés par des CNN ou Fox News. Ils sont formés et promulgués par État dans les allées discrètes du gouvernement. L'apposition du sceau de l'État sur le label péjoratif de « Américain musulman » cultive l'islamophobie sur le terrain, et stimule une violence indicible.

Du point de vue de l'État, la vie des musulmans importe quand ils sont des sujets des programmes de surveillance, ou des objectifs de la lutte contre l'extrémisme. Elle est sans valeur lorsqu'elle est la victime directe ou indirecte de ces mêmes politiques.

Stopper la haine

Les retards affichés par les médias, et les lois étatiques, révèlent on ne peut mieux que les vies des musulmans ne comptent pas. Cependant, les Américains musulmans ne peuvent pas se permettre de rester les bras croisés.

La campagne "Take on hate", dirigée par le Réseau national pour la communauté arabe américaine, agit avec les communautés à travers le pays pour organiser des veillées de prière, animer des ateliers éducatifs, et travailler au sein des communautés où les Américains arabes et musulmans sont les plus soumis à risque.

De la Californie à New York, du Michigan à la Floride, les citoyens se rassemblent avec leurs communautés locales non seulement pour pleurer les vies tragiquement perdues mardi, mais pour coordonner les plans de lutte contre la politique de profilage du gouvernement, la discrimination, la violence des individus, et leur conjonction néfaste.

Si dans les centres de décision de la puissance américaine, il est affirmé

maintes et maintes fois que les vies musulmanes n'ont pas d'importance, la réfutation la plus forte doit provenir des Américains musulmans eux-mêmes. Il faut une réplique qui va au-delà de cris de ralliement, des signes et des hashtags, qui soit appuyée par une action soutenue et une mobilisation de masse contre ce pouvoir qui dénie systématiquement toute valeur à la vie des musulmans.

Al-Jazeera 12 février 2015
Traduction : Info-Palestine.eu 15 février 2015

Ndlr. **Hashtag.** Les hashtags permettent de transformer des sujets de discussion et des locutions en liens « cliquables » dans des publications sur votre journal personnel ou votre Page. Ils permettent de trouver plus facilement des publications sur des sujets précis.

GUARINO FUNERAL HOME



Serving the Haitian Community
for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

not to lift the impunity it was granted for the crimes of the military dictatorships of the 1970s and 80s. There are only a half dozen military officials who were convicted for past crimes, and they are residing in a luxurious "VIP prison" built with funds remaining from overseas "missions." Huidobro (and also Mujica) wants them freed in deference to their advanced age.

There are at least 400 military personnel implicated in past torture and murders who remain unpunished. Unlike the luxurious conditions of genocidal military officers, overcrowding of common prisoners in Uruguay's prisons is a serious problem that has been reported by the UN's special rapporteur against torture.

Huidobro has just been through a bruising controversy with human rights organizations who accuse him of obstruction of justice by not providing information files. A recent report of the International Commission of Jurists (an office of the UN)

says the same.

Huidobro's argument in favor of MINUSTAH is that it is preferable to have an "anti-imperialist intervention" instead of a "Yankee invasion." When the 2010 earthquake happened, 10,000 additional US soldiers, including 2,000 marines, entered Haiti unilaterally. Within days of the 2010 earthquake, 20,000 US troops were amassed in Haiti. The "anti-imperialist" MINUSTAH did nothing to stop that, of course. MINUSTAH's own forces swelled from 9,000 to 12,000.

The Uruguayan army has a keen interest in keeping the money earned from foreign missions flowing. The challenge facing the government in a withdrawal from Haiti is to first get a pledge from the UN for "new work for the guys."

Uruguay has just received the support of the countries of Latin America for one of the 10, nonpermanent, rotating seats on the Security Council. Foreign Minister Almgro is a strong candidate for a posting as General Secretary of the Organization of American States. What policies will

Uruguay pursue though in these institutions? Will the country vote for an end to the occupation of Haiti and for the UN to take responsibility for the damage of cholera that it brought to the country? Or will it be there "just to serve coffee" while others make the decisions?

The business of praetorian guards requires customers to be successful. That means serving dictatorships, of course. Democratic and popular regimes, on the other hand, do not require such a service. It's not only in Haiti that "peacekeeping" serves the worst national and social interests. It's also in Uruguay.

As Frederick Engels once wrote, "A people which oppresses another cannot emancipate itself."

This article was first published by Truthout on Feb. 11, 2015.

Fernando Moyano is a Marxist political activist in Uruguay and a longtime writer and editor in left-wing media in Latin America media, including the journal of Marxist theory *Alfaguara*. He began his po-

litical activity in the late 1960s in the Proletarian Socialist Unification Movement, a detachment of the Socialist Party. He joined other political organizations, including the Popular Participation Movement, led today by outgoing Uruguayan President José Mujica. He was a founder of the Coordination of Social Organisations for Withdrawal of Troops in Haiti and a member of the Uruguay Free of Strip Mining movement.

Notes

1. MINUSTAH is the French acronym for "United Nations International Mission for Stability in Haiti."

2. The "buffer society" is a term coined by Carlos Real Azúa (1916-1977), a lawyer, professor of literature and aesthetics, literary critic, historian and essayist. He is considered the foremost pioneer of political science in Uruguay. His term is a metaphor for Uruguay and its people in which social and political changes do not explode; they are contained by social commitments and nonviolent forms of domination.

3. The "hand in a cast" (*mano de yeso*) is a metaphor used in Uruguay to refer to a party imposing a rigid discipline on its parliamentary deputies in voting on

matters deemed vital to the interests of the party hierarchy.

4. When MINUSTAH was created in June 2004 and Uruguay joined in, the Frente Amplio was in opposition and voted against it. One of those MPs who was emphatic in rejecting the mission was current defense minister, Eleuterio Fernández Huidobro. A year later, the FA was in government, and it voted to continue Uruguay's participation. A veteran socialist deputy and leading figure on the political left in Uruguay, Guillermo Chifflet, refused to vote in favor and gave up his seat. In the following years, no one challenged the party discipline. But in 2012, another deputy, Esteban Pérez, like Mujica a former guerrilla and political prisoner of the military dictatorship, refused to vote in favor during the annual vote to extend participation, and he was forced to leave the FA. Last December, a third rebel deputy, Luis Puig, came out in opposition. He is a leader of a small political organization affiliated to the FA with deep roots in the labor movement.

Related stories:

Haiti's promised rebuilding unrealized as Haitians challenge authoritarian rule, by Roger Annis and Travis Ross, *Truthout*, Jan. 12, 2015.

Uruguay takes on London bankers, Marlboro mad men and the TPP, by Michael Meurer, *Truthout*, Dec. 12, 2014

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION

Unplanned Pregnancy? Caring licensed adoption agency provides financial and emotional support. Choose from loving pre-approved families. Call Joy toll free 1-866-922-3678 or confidential email: Adopt@ForeverFamiliesThroughAdoption.org

ADOPTION

Loving family of three seeking baby or toddler to cherish forever. Mom/Dad are teachers. Close extended families. Contact Robin/Neil: 866-303-0668 Text: 646-467-0499 www.rnladopt.info robin.neil.lucy@gmail.com

ADOPTION

A childless young married couple (she-30/he-37) seeks to adopt. Will be hands-on mom/devoted dad. Financial security. Expenses paid. Call/text. Mary & Adam. 1-800-790-5260.

AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474

CAREER TRAINING

WELDING CAREERS- Hands on training for career opportunities in aviation, automotive, manufacturing

and more. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. CALL AIM 855-325-0399

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. GEORGE TOWN CAR SERVICE, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

Heavy Equipment Operators In High Demand! Get Hands On

Training And National Certifications Operating Bulldozers, Backhoes, Excavators. Average \$18-\$22 Hourly! Veteran Benefits Eligible! 1-866-968-2577

HELP WANTED

AIRLINE CAREERS begin here Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students - Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093

LAND FOR SALE

ABANDONED FARMLAND! 6ac-Stream- \$24,900 Beautiful xmas tree plantation, babbling brook, nice views, gorgeous country setting! Less than 3.5 hrs NYC. Call 888-479-3394 or NewYorkLandandLakes.com.

LAND FOR SALE

FORECLOSED LAND! *5ac - \$14,325 *7ac - \$16,415 *9ac - \$19,100 Prime upstate NY location just off the NY State Thruway! Buy all 3 for less than \$49,000! Woods, dramatic views, town rd, utils, clear title, EZ terms! Call: 888-905-8847 NOW!

MUSICAL MERCHANDISE

TOP CASH PAID FOR OLD GUITARS! 1920's thru 1980's. Gibson, Martin, Fender, Gretsch, Epiphone, Guild, Mosrite, Rickenbacker, Prairie State, D'Angelico, Stromberg. And Gibson Mandolins/Banjoes. 1-800-401-0440

NOTICE OF SALE

SUPREME COURT: KINGS COUNTY. KOREAN AMERICAN CATHOLICS FEDERAL CREDIT UNION, Pltf. vs. KYUNG LIM KIM, et al, Defts. Index #09-26479. Pursuant to judgment of foreclosure and sale dated May 2, 2014, I will sell at public auction in Room 224 of the Kings County Supreme Court, 360 Adams St., Brooklyn, NY on Thursday, Mar. 12, 2015 at 2:30 p.m., prem. k/a 507 Pine St., Brooklyn, NY. Said property located at the corner formed by the intersection of the northerly side of Sutter Avenue and the easterly side of Pine Street; being a plot 100 ft. x 20 ft. Approx. amt. of judgment is \$444,965.85 plus costs and interest. Sold subject to terms and conditions of filed judgment and terms of sale. STEPHEN R. LARROCCA, Referee. O'REILLY, MARSH & CORTESELLI, P.C., Attys. for Pltf., 222 Old Country

Rd., 2nd Floor, Mineola, NY. #85424

PERSONAL

Looking for Cayes, Camp Perrin individuals to become parts of a group, a non-profit organization club. For info, email Jean, jean.victor68@yahoo.com; text or call Junior 347.379.5765.

VACATION RENTALS

OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Resort Services. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED

CASH for Coins! Buying Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Comics, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NJ: 1-800-488-4175

Outer Banks, North Carolina - Vacation Rentals

- Over 600 vacation homes in all price ranges!
- Kitty Hawk, Kill Devil Hills, Nags Head, and Southern Shores to Corolla
- 2 to 18 bedrooms most with private pool/hot tub
- Linens and towels are provided (call for exception)

Reserve your family vacation today!

877-642-3224 . www.brindleybeach.com

DAISLEY INSTITUTE
495 Flatbush, Brooklyn, NY
4 N. Main St., Spring Valley, NY 10977

718-467-8497

TRAIN TO BECOME A HEALTH PROFESSIONAL IN 4 WEEKS TO 8 MONTHS

NURSE AIDE	\$685
HHA	\$520
PCA/HOME ATTENDANT	\$300
MEDICAL ASSISTANT	\$6000
PHARMACY TECH	\$900
EKG & PHLEBOTOMY	\$690
NURSE TECH/ PATIENT CARE TECH/PCA	\$690

Having difficulty passing the New York Nurse Aide Exam? Try our Nurse Aide Exam Prep Course...\$2500

Morning, evening & Saturday classes, loans available.
Call 845-578-9840

DONATE YOUR CAR
Wheels For Wishes benefiting

MAKE-A-WISH.

Metro New York and Western New York

100% Tax Deductible

*Free Vehicle/Boat Pickup ANYWHERE
*We Accept All Vehicles Running or Not

WheelsForWishes.org Call: (917) 336-1254

BRAMSON ORT COLLEGE www.BramsonORT.edu

Apply Today 877-479-0705

Our mission is education. Our focus is your career.

- Paralegal
- Medical Assistant
- Graphic and Game Design
- Electronics Technology
- Business Management
- Computer Technology
- Accounting
- Administrative Assistant
- Renewable Energy
- Computer Programming
- Pharmacy Technician
- CADD & HVAC and more!

Affordable Tuition • Financial Aid Available • Flexible Class Schedules
National & Industry Exam Prep • Job Placement Services • Career Internships

ABLE HEALTH CARE

HOME HEALTH AIDES!

EXCELLENT PAY & BENEFITS

FREE Training Classes

Class Start March 2 in Hempstead, White Plains, Islandia
Call for Schedule of Classes in all other areas

COMING SOON - CLASSES IN BROOKLYN

NEW HIGHER PAY RATES

HHA's Aides with Car Needed in All Areas
Full Time, Part Time, Weekends
All Shifts - All Locations

GREAT BENEFITS
Health Insurance
Vacation, Sick Pay, Personal Pay
Immediate work & bonus for HHA's with certificates

ABLE
Certified Home Health Agency

Brooklyn 718-947-3693
Queens 718-947-3673
Nassau 516-634-2117
Suffolk 631-729-2384
Bronx/Westchester 914-470-9929

www.ablehealthcare.com

Wiener Kerns FLEURIMOND

Haïti, l'état de la Nation



Présentation : Dr Antoine Fritz Pierre

À PARAÎTRE

Les éditions IBIS ROUGE vous annoncent la parution de l'ouvrage HAITI, l'état de la Nation, signé du journaliste politique, Wiener Kerns FLEURIMOND. Ce livre de plus de 400 pages, décri-

vant Haïti en ce début du XXIe siècle, nous plonge dans un pays où ses élites politiques et économiques jouent dangereusement avec l'avenir de dix millions d'habitants.

Haïti, l'état de la Nation, un livre à lire. Disponible à partir du

1e mars 2015 dans toutes les librairies de France et d'ailleurs au prix de 25 €.

L'auteur, Wiener Kerns Fleurimond, sera en dédicaces au Salon du livre de Paris du 20 au 23 mars 2015, au Stand B63 de son éditeur IBIS ROUGE ÉDITIONS.

Ibis Rouge Éditions
BP 267

97357 Matoury cedex (Guyane française)
Tél : 05 94 30 22 94 • <http://www.ibisrouge.fr>

AROMARK SHIPPING

YON KONEKSYON DIREK POU AYITI

SHIPPING FULL CONTAINER LOADS & VEHICLES

TO **HAITI, JAMAICA, GUYANA** AND
THE REST OF THE CARIBBEAN ISLANDS

973-690-5363



WEEKLY SAILING FROM NY & NJ PORTS FASTEST TRANSIT TIME IN THE INDUSTRY

We specialize in shipping full container loads with personal effects, household goods, commercial cargo, cars, trucks, buses from NY port to Haiti every week, sailing time 10-12 days.

Please call **GABRIEL** or **ROBERT**

Email: solutions@vmtrucking.com

www.HaitiShipping.com

RED HOOK SHIPPING

Boxes • Barrels • Containers • Vehicles
Direct shipping from Brooklyn, NY to Haiti
We own 3 ships: Slanan Rover, Trans Gulf & Glamor.

Direct to
Port-au-Prince,
Miragoâne &
St. Marc



Red Hook Terminal, 70 Hamilton Ave., Brooklyn, NY 11231

Phone: 718.855.1555 • Fax: 718.855.1558

www.redhookshipping.com

WORKERS WORLD PARTY BLACK LIBERATION MONTH FORUM

A TRIBUTE TO MALCOLM X

On the eve of the 50th anniversary of the assassination of this great revolutionary and internationalist, join us in a dialogue on Malcolm's enduring legacy and its special meaning for the **BLACK LIVES MATTER** MOVEMENT.

SAT FEB 21 4-6:30 pm

Solidarity Center
147 W. 24th St., 2nd floor
MANHATTAN

#STANDWITH FERGUSON AND MY BLACK LIVES MATTER

Soul food dinner at 6:30 pm for small donation.
Labor donated 2/15